



**KPMG Audit**  
224 rue Carmin  
CS 17610  
31676 Labège Cedex  
France



**Membre français de Grant Thornton  
International**  
29, rue du Pont  
CS 20070  
92578 Neuilly-sur-Seine Cedex  
France

*Latécoère S.A.*

***Rapport des commissaires aux comptes sur les  
comptes consolidés***

Exercice clos le 31 décembre 2016  
Latécoère S.A.  
135 rue de Périole - 31500 Toulouse  
*Ce rapport contient 49 pages*  
Référence : MD - 172098 RCC

## Latécoère S.A.

Siège social : 135 rue de Périole - 31500 Toulouse  
Capital social : €. 188.398.504

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Latécoère S.A. tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### 2 Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2016 ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, comme indiqué dans la note 2.3 « Utilisation d'estimations et hypothèses » des comptes consolidés. C'est dans ce contexte qu'en application des

dispositions de l'article L. 823.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations et que nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

#### **Instruments de couverture**

La note 2.18 « Actifs et passifs financiers » et la note 9 « Instruments dérivés » des comptes consolidés exposent les méthodes comptables et les modalités d'enregistrement des instruments de couverture.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par le Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables en vigueur et des informations fournies dans les deux notes précitées et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

#### **Cession de Latécoère Services**

Votre groupe a finalisé la cession du secteur d'activité Latécoère Services au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016. La note 1 – « Faits marquants – Cession de Latécoère Services » et la note 2.6 « Sortie de périmètre » des comptes consolidés exposent les modalités associées à cette cession.

Dans le cadre des appréciations auxquelles nous avons procédé, nous avons examiné le correct traitement comptable de la cession du secteur d'activité Latécoère Services dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et l'information donnée à ce titre dans l'annexe aux comptes consolidés.

#### **Provision pour coûts de restructuration**

Votre groupe a constitué des provisions pour coûts de restructuration pour un montant de 34 millions d'euros dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels que décrits dans la note 1 - « Faits marquants - Lancement du projet Transformation 2020 » de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier la nature des éléments constitutifs de ces provisions pour coûts de restructuration et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par le groupe et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

#### **Contrats de construction**

La note 2.16 « Stocks et en-cours de production » et la note 6.2 « Contrats de construction » des comptes consolidés exposent les méthodes comptables et les modalités de reconnaissance du revenu à l'avancement des contrats de construction, dont les résultats sont déterminés sur la base d'estimations, réalisées sous le contrôle de la Direction, pour ce qui concerne notamment les hypothèses industrielles et les taux de change. La note 2.16 souligne en outre que lorsque la marge prévisionnelle est négative, elle est immédiatement constatée en résultat.

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par le Groupe, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

*Latécoère S.A.*  
*Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés*  
*28 avril 2017*

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3 **Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes,

Labège, le 28 avril 2017

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.



Michel Dedieu  
Associé

Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2017

Grant Thornton  
Membre français de Grant Thornton  
International



Gilles Hengoat  
Associé

# COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2016

## 1 Etat de la situation financière consolidée

En milliers d'euros			
	Notes	31-déc.-16	31-déc.-15
Ecart d'acquisition		0	1 300
Autres immobilisations incorporelles	5.1	12 894	4 827
Immobilisations corporelles	5.1	76 110	91 565
Autres actifs financiers		2 430	2 441
Impôts différés	15.2	27 516	24 430
Instruments financiers dérivés	9.1	0	232
Autres actifs long terme		156	116
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>		<b>119 107</b>	<b>124 910</b>
Stocks et en-cours	6.1	391 051	424 068
Clients et autres débiteurs	8	169 732	194 566
Créances d'impôt	15.1	22 787	23 461
Instruments financiers dérivés	9.1	449	376
Autres actifs courants		1 808	1 881
Trésorerie et équivalents de trésorerie		147 444	90 370
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>		<b>733 271</b>	<b>734 723</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>852 378</b>	<b>859 633</b>

En milliers d'euros			
	Notes	31-déc.-16	31-déc.-15
Capital	10.2	188 087	186 694
Primes liées au capital		214 408	213 607
Actions propres		1 575	1 586
Autres réserves		-3 631	-8 832
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs		-5 918	-7 245
Résultat de la période		6 033	264
<b>CAPITAL EMIS ET RESERVES ATTRIBUABLES AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE</b>		<b>400 554</b>	<b>386 074</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		-925	2 834
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>399 629</b>	<b>388 907</b>
Emprunts et dettes financières	13.1	78 225	92 304
Avances remboursables	13.3	42 614	39 264
Engagements envers le personnel	12	13 521	16 784
Provisions non courantes	11	21 876	1 050
Impôts différés	15.2	527	1 292
Instruments financiers dérivés	9.1	22 562	8 379
Autres passifs long terme		18 332	22 961
<b>TOTAL PASSIF NON COURANT</b>		<b>197 657</b>	<b>182 036</b>
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	13.1	67 420	62 093
Avances remboursables	13.3	1 294	1 699
Provisions courantes	11	13 786	0
Fournisseurs et autres créditeurs	14	151 763	180 177
Dettes d'impôt		1 006	3 529
Autres passifs courants		3 229	16 199
Instruments financiers dérivés	9.1	16 594	24 994
<b>TOTAL PASSIF COURANT</b>		<b>255 092</b>	<b>288 691</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>		<b>452 749</b>	<b>470 726</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>		<b>852 378</b>	<b>859 633</b>

## 2 Compte de résultat consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31-déc.-16	31-déc.-15*
Chiffre d'affaires	16	655 236	622 132
Autres produits de l'activité		291	1 229
Production stockée		-22 565	-565
Achats consommés et charges externes	17	-413 953	-391 736
Charges de personnel		-175 724	-181 571
Impôts et taxes		-9 136	-12 398
Dotations aux amortissements et pertes de valeur		-13 555	-10 855
Dotations nettes aux provisions d'exploitation		-650	32
Dotations nettes / dépréciations des actifs circulants		6 396	1 834
Autres produits	18	9 930	13 651
Autres charges		-4 758	-8 759
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>31 513</b>	<b>32 993</b>
<i>Résultat opérationnel / chiffre d'affaires</i>		<i>4,81%</i>	<i>5,33%</i>
Autres produits et charges opérationnels non courants	19	4 428	0
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>35 941</b>	<b>32 993</b>
Coût de l'endettement financier net		-8 986	-12 480
Gains et pertes de change réalisés		-14 887	-6 753
Autres charges et produits financiers réalisés		-3 160	-4 185
<b>Résultat financier réalisé</b>		<b>-27 033</b>	<b>-23 417</b>
Gains et pertes latents sur instruments financiers dérivés		-7 951	-6 910
Autres charges et produits financiers latents		555	-3 213
<b>Résultat financier latent</b>		<b>-7 396</b>	<b>-10 124</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	20	<b>-34 430</b>	<b>-33 541</b>
Impôts sur les bénéfices	21	2 430	-57
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>3 941</b>	<b>-604</b>
Résultat net des activités non poursuivies		2 381	2 424
<b>RESULTAT NET</b>		<b>6 322</b>	<b>1 820</b>
• dont attribuable aux propriétaires de la société mère		6 033	264
• dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		288	1 556
<b>Résultat net des activités poursuivies attribuable :</b>			
• aux propriétaires de la société mère		4 506	-1 524
• aux participations ne donnant pas le contrôle		-565	920
<b>Résultat net des activités non poursuivies attribuable :</b>			
• aux propriétaires de la société mère		1 527	1 788
• aux participations ne donnant pas le contrôle		854	636
<b>Moyenne pondérée titres période</b>		<b>94 941 707</b>	<b>36 984 668</b>
<b>RESULTAT (part Groupe) NET PAR ACTION</b>			
• résultat de base	10.2	0,06	0,01
• résultat dilué	10.2	0,06	0,01
<b>RESULTAT (part Groupe) NET PAR ACTION</b>			
• résultat de base des activités poursuivies	10.2	0,05	-0,04
• résultat dilué des activités poursuivies	10.2	0,05	-0,04
<b>RESULTAT NET (part Groupe) PAR ACTION</b>			
• résultat de base des activités non poursuivies	10.2	0,02	0,05
• résultat dilué des activités non poursuivies	10.2	0,02	0,05

\* Les données publiées au titre de l'exercice 2015 ont été retraitées en application de la norme IFRS 5 (cf. note 1 « Faits marquants »).

### 3 Etat du résultat global consolidé

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2016  
31 décembre 2016

En milliers d'euros	31-déc.-16	31-déc.-15*
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE (1)</b>	<b>6 322</b>	<b>1 820</b>
<b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL :</b>		
- <b>Eléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :</b>		
Engagement de rachat sur minoritaires	9	17
Ecart actuariel des engagements de retraite	-1 190	-103
Autres	-2 313	87
Produit (charge) d'impôt sur les éléments non reclassés ultérieurement	410	35
- <b>Eléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net :</b>		
Ecart de conversion	3 348	-2 431
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)	2 079	1 999
Produit (charge) d'impôt sur les éléments ultérieurement reclassés	-753	-652
<b>TOTAL AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL (2)</b>	<b>1 590</b>	<b>-1 047</b>
<i>Dont attribuable aux activités non poursuivies</i>	<i>-36</i>	<i>106</i>
<b>TOTAL DU RESULTAT GLOBAL (1+2)</b>	<b>7 912</b>	<b>773</b>
Dont attribuable aux propriétaires de la société mère	11 353	-821
Dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-3 441	1 594
<b>RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE ET PROVENANT DES :</b>		
- Activités poursuivies	11 345	-928
- Activités non poursuivies	8	106
<b>RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE ATTRIBUABLE AUX MINORITAIRES ET PROVENANT DES :</b>		
- Activités poursuivies	-3 397	1 579
- Activités non poursuivies	-44	15

\* Les données publiées au titre de l'exercice 2015 ont été retraitées en application de la norme IFRS 5 (cf. note 1 « Faits marquants »).

## 4 Tableau des flux de trésorerie consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-16	31-déc.-15
Résultat net de la période	6 322	1 820
<b>Ajustement pour :</b>		
Amortissements et provisions	54 224	16 590
Élimination des profits / pertes de réévaluation (juste valeur)	7 951	7 102
(Plus)/moins values sur cessions d'actifs	-42 657	0
Autres éléments sans impact de trésorerie	484	126
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT APRÈS COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT</b>	<b>26 304</b>	<b>25 638</b>
Charge d'impôts	-1 268	2 278
Coût de l'endettement financier	9 086	12 560
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER ET IMPÔT</b>	<b>34 102</b>	<b>40 477</b>
Variation des stocks nets de provisions	33 247	-6 648
Variation des clients et autres débiteurs nets de provisions	-18 013	-28 688
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	-14 020	-2 701
Impôt payé	-5 389	-4 916
<b>TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>29 926</b>	<b>-2 477</b>
<i>Dont flux opérationnels liés aux activités non poursuivies *</i>	<i>-6 303</i>	<i>2 925</i>
Incidence des variations de périmètre	57 425	0
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (dont variation des fournisseurs d'immobilisations)	-16 200	-15 014
Acquisition d'actifs financiers	-171	-98
Variation des prêts et avances consentis	62	170
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	352	30
Dividendes reçus	4	0
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>41 472</b>	<b>-14 911</b>
<i>Dont flux d'investissements liés aux activités non poursuivies *</i>	<i>-1 735</i>	<i>-926</i>
Augmentation de capital	2 259	284 115
Acquisitions ou cessions d'actions propres	-11	-39
Emission d'emprunts	243	100 000
Remboursement d'emprunts	-16 765	-230 828
Intérêts financiers versés	-9 825	-11 486
Dividendes payés	-319	-328
Flux liés aux avances remboursables	2 948	1 754
Autres flux liés aux opérations de financement	7 096	-65 867
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>-14 375</b>	<b>77 321</b>
<i>Dont flux de financement liés aux activités non poursuivies *</i>	<i>-881</i>	<i>-568</i>
+/- incidence des variations de change	50	-308
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>57 074</b>	<b>59 625</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture	90 344	30 720
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	147 418	90 344

\* correspond uniquement à des flux hors Groupe

## 5 Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros									
	Capital émis	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs	Écarts de conversion	Capital émis et réserves attribuables aux propriétaires de la société-mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
<b>31/12/2014*</b>	<b>23 091</b>	<b>93 095</b>	<b>1 625</b>	<b>7 292</b>	<b>-8 597</b>	<b>-5 939</b>	<b>110 566</b>	<b>1 568</b>	<b>112 133</b>
Opération sur capital									
Paiements fondés sur des actions	163 603	120 512		-8 802			275 314		275 314
Opérations sur titres auto-détenus				1 055			1 055		1 055
Dividendes			-39				-39		-39
Autres variations							0	-328	-328
Transactions avec les actionnaires	163 603	120 512	-39	-7 747	0	0	276 329	-328	276 001
Résultat net de l'exercice (1)				264			264	1 556	1 820
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)					1 363		1 363		1 363
Instruments financiers : écarts de conversion						-16	-16		-16
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat						-2 468	-2 468	38	-2 431
Autres variations				36			36	1	36
Autres éléments du résultat global (2)	0	0	0	36	1 347	-2 468	-1 086	38	-1 047
<b>TOTAL RESULTAT GLOBAL (1)+(2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>300</b>	<b>1 347</b>	<b>-2 468</b>	<b>-821</b>	<b>1 594</b>	<b>773</b>
<b>31-déc.-2015</b>	<b>186 694</b>	<b>213 607</b>	<b>1 586</b>	<b>-155</b>	<b>-7 251</b>	<b>-8 408</b>	<b>386 073</b>	<b>2 834</b>	<b>388 907</b>
Opération sur capital									
Paiements fondés sur des actions	1 393	801		0			2 194		2 194
Opérations sur titres auto-détenus				946			946		946
Dividendes			-11				-11		-11
Autres variations							0	-319	-319
Transactions avec les actionnaires	1 393	801	-11	946	0	0	3 129	-319	2 810
Résultat net de l'exercice (1)				6 033			6 033	288	6 322
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)					1 565		1 565		1 565
Instruments financiers : écarts de conversion						-238	-238		-238
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat						3 287	3 287	61	3 348
Autres variations				706			706	-3 790	-3 085
Autres éléments du résultat global (2)	0	0	0	706	1 327	3 287	5 319	-3 730	1 590
<b>TOTAL RESULTAT GLOBAL (1)+(2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 739</b>	<b>1 327</b>	<b>3 287</b>	<b>11 353</b>	<b>-3 441</b>	<b>7 912</b>
<b>31-déc.-2016</b>	<b>188 087</b>	<b>214 408</b>	<b>1 575</b>	<b>7 530</b>	<b>-5 924</b>	<b>-5 121</b>	<b>400 554</b>	<b>-926</b>	<b>399 629</b>

\* Au 31 décembre 2014 la colonne "autres variations" a été reclassée sur la ligne "autres variations" de la colonne "réserves et résultats consolidés"

## Notes annexes aux comptes consolidés

---

### GENERALITES

---

- NOTE 1 Faits marquants
- NOTE 2 Principes comptables
- NOTE 3 Périmètre de consolidation
- NOTE 4 Segments opérationnels

### DETAIL DU BILAN

---

- NOTE 5 Immobilisations
- NOTE 6 Stocks et en-cours et contrats de construction
- NOTE 7 Actifs financiers
- NOTE 8 Clients et autres débiteurs
- NOTE 9 Instruments dérivés
- NOTE 10 Capitaux propres
- NOTE 11 Provisions courantes et non courantes
- NOTE 12 Avantages au personnel
- NOTE 13 Passifs financiers
- NOTE 14 Fournisseurs et autres créditeurs
- NOTE 15 Impôts

### DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

---

- NOTE 16 Chiffre d'affaires
- NOTE 17 Achats consommés et charges externes
- NOTE 18 Autres produits
- NOTE 19 Autres produits et charges opérationnels non courants
- NOTE 20 Détail du résultat financier
- NOTE 21 Charge d'impôts

### INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

---

- NOTE 22 Gestion des risques
- NOTE 23 Effectif moyen
- NOTE 24 Engagements financiers et passifs éventuels
- NOTE 25 Parties liées
- NOTE 26 Evénements postérieurs à la clôture

## INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE

LATECOERE est une société anonyme de droit français, domiciliée à Toulouse – France.

Les états financiers consolidés du groupe LATECOERE pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, comprennent la société mère et ses filiales (l'ensemble étant désigné comme le Groupe) et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées.

Les comptes consolidés du Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 10 mars 2017. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

### NOTE 1 FAITS MARQUANTS

#### Lancement du projet Transformation 2020

Le 7 juin 2016, le Groupe a annoncé le lancement de son projet de transformation 2020. Dans la continuité du plan Boost déployé avec succès depuis 2014, le projet stratégique Transformation 2020 vise à mettre le Groupe en capacité de bénéficier pleinement du prochain cycle de nouveaux programmes attendu entre 2020 et 2025, grâce à une compétitivité et une capacité d'investissement restaurées.

Le projet repose sur une mutation en profondeur du schéma industriel du Groupe, condition indispensable à son repositionnement stratégique et son développement.

Il nécessite une adaptation de l'organisation dans le cadre d'un Plan de Départ Volontaire suivi d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE), avec maintien en France, dans le Sud-Ouest du centre de décision du Groupe et des activités à haute valeur ajoutée dont l'ingénierie et la Recherche & Technologie. Le projet conduirait à la suppression nette de 172 postes (168 pour la branche Aérostructure et 4 pour les Systèmes d'Interconnexion).

Au 31 décembre 2016, sur la base des derniers éléments connus à la date d'arrêt des comptes, le Groupe a constitué une provision pour restructuration d'un montant de 34 M€ au titre du PSE. Ce montant inclut conformément à la norme IAS37 uniquement les coûts nécessaires induits par le plan de restructuration, en particulier : les indemnités de licenciements, les aides au reclassement et à la formation, et les honoraires des conseils directement associés au PSE. D'autres coûts, tels que les frais de mobilités internes, induits par le plan n'ont pas été provisionnés car non éligible à IAS 37. La plupart des sorties de ressources seront prévues à compter de 2017.

#### Cession de Latécoère Services

Le Groupe Latécoère a finalisé la cession de Latécoère Services au Groupe ADF en décembre 2016. Le périmètre cédé représente 101 M€ de chiffre d'affaires au 31 décembre 2015 et regroupe 841 collaborateurs. Cette

opération est effective dans les comptes consolidés du Groupe Latécoère au 31 décembre 2016. Cette cession s'effectue dans le cadre de la mise en œuvre du projet Transformation 2020 et du recentrage du Groupe sur ses activités clés, l'Aérostructure (portes et fuselage) et les Systèmes d'Interconnexion (harnais électriques et meubles avioniques).

La cession a entraîné le classement du périmètre cédé en activité non poursuivie conformément à la norme IFRS 5.

Lorsqu'une activité est classée en activité non poursuivie, l'état du résultat net et des autres éléments du résultat global comparatif est retraité comme si l'activité avait satisfait aux critères d'une activité non poursuivie à compter de l'ouverture de la période comparative.

#### Nouvelle gouvernance

Le conseil d'administration de Latécoère SA réuni le 13 juillet 2016 a décidé la nomination de Yannick Assouad en tant que directrice générale de Latécoère SA à compter du 10 novembre 2016.

Entre le 13 juillet 2016 et le 10 novembre 2016, les fonctions de président du conseil d'administration et directeur général ont été assurées par Pierre Gadonneix. Suite à la prise de fonction de Yannick Assouad, le 10 novembre, le conseil d'administration a décidé de revenir au mode de gouvernance avec dissociation des fonctions de président du conseil d'administration de la fonction de directeur général que Yannick Assouad exerce seule.

### NOTE 2 PRINCIPES COMPTABLES

#### 2.1 Base de préparation des états financiers

Les comptes consolidés de l'exercice 2016 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2016.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standard), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers sont présentés en K€ arrondis au millier d'euros le plus proche.

Ils sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

## 2.2 Application de normes, amendements et interprétations applicables pour les états financiers

### *Nouvelles normes, interprétations et amendements des normes IFRS appliqués de manière obligatoire à compter du 1er janvier 2016 :*

- Amendements d'IAS 1 « Présentation des états financiers » - Amélioration de la présentation et des informations fournies en annexe ;
- Amendements d'IAS 16 « Immobilisations corporelles » et IAS 38 « Immobilisations incorporelles » - Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables ;
- Amendements d'IAS 19 « Avantages du personnel » - Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel ;
- Amendements d'IFRS 10 « Etats financiers consolidés », d'IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » et d'IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » - Exemption de consolidation applicable aux entités d'investissement ;
- Amendements d'IFRS 11 « Partenariats » - Acquisition d'une quote-part dans une activité conjointe ;
- Améliorations des IFRS publiées en décembre 2013 (cycle 2010-2012) ;
- Améliorations des IFRS publiées en septembre 2014 (cycle 2012-2014).

Ces textes applicables de façon obligatoire à compter du 1er janvier 2016 n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

### *Nouvelles normes, interprétations et amendements des normes IFRS publiés et appliqués de manière anticipée par le Groupe à compter du 1er janvier 2016 :*

Néant.

### *Nouvelles normes, interprétations et amendements des normes IFRS publiés mais non encore applicables ou non appliqués de manière anticipée par le Groupe :*

- IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- IFRS 15 « Produits provenant de contrats avec les clients » ;
- IFRS 16 « Contrats de location » ;
- Amendements d'IAS 7 « Etat des flux de trésorerie » - Amélioration de la présentation et des informations fournies en annexe ;
- Amendements d'IAS 12 « Impôts sur le résultat – Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes » ;
- Amendements d'IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » - Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et son entreprise associée /coentreprise ;
- Amendements d'IAS 40 « Immeubles de placement » - Transfert d'immeubles de placement ;
- Amendements d'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » - Classement et évaluation des paiements sur base d'actions ;

- Améliorations des IFRS publiées en décembre 2016 (cycle 2014-2016) ;
- IFRIC 22 « Paiement d'avance sur transactions en devises ».

A l'exception des normes IFRS 9 et IFRS 15 qui sont applicables au 1er janvier 2018, ces nouvelles normes et amendements n'ont pas encore été adoptés par l'Union Européenne et ne peuvent donc pas être appliqués par anticipation, quand bien même la norme l'autoriserait. Le Groupe est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes.

## 2.3 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction du Groupe de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Le Groupe formule des hypothèses et établit régulièrement sur ces bases des estimations relatives à ses différentes activités. Ces estimations sont fondées sur son expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances ; elles intègrent les conditions économiques prévalant à la clôture et les informations disponibles à la date de préparation des états financiers. La Direction du Groupe revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience et divers autres facteurs considérés comme raisonnables pour estimer la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière principalement pour :

- la marge estimée au titre des contrats de construction (note 6) ;
- les avantages au personnel (note 12) ;
- les actifs d'impôts différés ;
- les provisions sur stock ;
- la valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité ;
- la juste valeur des instruments financiers.

Au 31 décembre 2016, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers ont été réalisées dans un contexte économique mondial avec un degré de volatilité encore élevé au regard des perspectives économiques. Les estimations et hypothèses retenues dans les comptes consolidés ont été déterminées à partir des éléments en possession du Groupe à la date de clôture notamment concernant :

- les informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents avionneurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique,
- les perspectives d'évolution du dollar USD à long-terme.

## 2.4 Filiales

Les sociétés contrôlées directement ou indirectement par la société LATECOERE sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. La notion de contrôle est existante dès lors que la société mère détient directement ou indirectement le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise et d'en tirer un avantage dans ses activités.

La méthode de consolidation par intégration globale consiste à intégrer l'ensemble des actifs, passifs, produits et charges. La part des actifs et résultats attribuables à des actionnaires minoritaires est comptabilisée en tant qu'intérêts minoritaires au niveau du bilan et du compte de résultat consolidé. Les filiales sont intégrées dans le périmètre de consolidation à compter de la date de prise de contrôle.

## 2.5 Entreprises associées

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20 %.

La méthode de consolidation retenue est la mise en équivalence qui consiste à comptabiliser au bilan un montant reflétant la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée, majorée le cas échéant du goodwill généré par l'acquisition d'origine.

## 2.6 Sortie de périmètre

La sortie d'une entreprise du périmètre de consolidation est effective à la date de perte de contrôle ou d'influence notable.

La cession des titres entraînant une perte de contrôle exclusif sera constatée en résultat et le résultat de cession sera calculé sur la totalité de la participation à la date de l'opération.

## 2.7 Elimination des opérations internes au Groupe

Les opérations réalisées entre des filiales consolidées sont éliminées en totalité, ainsi que les créances et dettes qui en résultent. Il en va de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, résultats de cession) qui sont éliminés du résultat consolidé. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

## 2.8 Méthode de conversion des éléments en devises

Les transactions en devises étrangères sont converties en euro en appliquant le cours du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires figurant au bilan à la date d'arrêté sont revalorisés au cours de change de cette date. Les différences issues de cette revalorisation sont comptabilisées en résultat.

## 2.9 Etats financiers des entités étrangères

Les postes de l'actif et du passif des entités consolidées dont la devise de fonctionnement est différente de l'euro sont convertis au cours de clôture, à l'exception des capitaux propres de chaque entité qui sont comptabilisés au cours historique. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. Les écarts de change résultant de ces conversions sont comptabilisés dans les capitaux propres consolidés (écart de conversion).

Conformément à l'IAS 21, les différences de change relatives à des financements permanents faisant partie de l'investissement net dans une filiale consolidée sont constatées dans les capitaux propres (en réserve de conversion). Lors de la cession ultérieure de ces investissements, les résultats de change cumulés constatés dans les capitaux propres seront enregistrés en résultat.

## 2.10 Ecart d'acquisition

En application de la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 sont évalués et comptabilisés selon les principes décrits ci-dessous.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la norme IFRS 3 révisée. Les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et, le cas échéant, la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable (y compris ajustements de juste valeur) de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises. Les coûts directs liés à l'acquisition (frais de transaction) sont constatés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Toute quote-part antérieurement détenue dans l'entreprise acquise, avant la prise de contrôle, est réévaluée à sa juste valeur et le produit ou la perte correspondante enregistrée en résultat.

Les actifs identifiables et les passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et les changements de juste valeur seront dans le futur constatés en résultat au-delà du délai d'affectation d'un an. Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes.

Au-delà du délai d'affectation, tout changement ultérieur de cette juste valeur sera constaté en résultat. Le prix d'achat payé par l'acquéreur, qui inclut une part contingente, est évalué et reconnu à sa juste valeur à la date d'acquisition, les variations subséquentes de juste valeur de la part contingente présentées au passif, étant reconnues conformément à IAS 39, IAS 37 ou autre norme IFRS applicable, seront comptabilisées soit en résultat net, soit en Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres.

A la date d'acquisition, le goodwill déterminé à l'occasion de chaque regroupement d'entreprises pourra être évalué soit sur la base de la quote-part de l'actif net acquis (y compris ajustements de juste valeur), soit sur la base de la valeur globale de l'entreprise.

Lorsqu'ils sont générés par l'acquisition de sociétés intégrées globalement ou proportionnellement, les écarts d'acquisition positifs sont portés à l'actif du bilan dans la rubrique « Ecarts d'acquisition » et les écarts d'acquisition négatifs sont enregistrés immédiatement en résultat. En revanche, les écarts d'acquisition provenant de l'acquisition de sociétés mises en équivalence sont enregistrés dans la ligne « participations comptabilisées par mise en équivalence » conformément à IAS 28.

Les écarts d'acquisition peuvent être corrigés dans le délai d'affectation d'un an après la date d'acquisition pour tenir compte de l'estimation définitive de la juste valeur des actifs et passifs acquis. Au-delà de ce délai, les ajustements sont enregistrés en résultat

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au moins une fois par an et à chaque fois qu'il existe des événements ou circonstances indiquant une perte de valeur.

#### Avant le 1er janvier 2010

Les écarts d'acquisition représentent la différence constatée entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition.

Pour les acquisitions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2004, les écarts d'acquisition sont maintenus à leur coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable précédent.

Conformément à IFRS 3 et IAS 36, les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Ils ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation sur une base annuelle et en cas d'indices de perte de valeur. Le test de dépréciation est réalisé selon les principes décrits dans la note 2.13. Les écarts d'acquisition négatifs sont constatés en résultat sur la période.

### 2.11 Autres actifs incorporels immobilisés

Les immobilisations incorporelles sont des actifs non monétaires identifiables (résultant d'un droit légal ou

susceptibles d'être vendus, transférés, loués ou échangés de manière isolée ou avec un contrat, un autre actif ou passif), sans substance physique, détenus en vue d'une utilisation pour la production ou la fourniture de biens ou de services, pour la location à des tiers ou à des fins administratives.

Les immobilisations incorporelles doivent répondre aux critères ci-dessous :

- probabilité d'obtenir des avantages économiques futurs attribuables à cet actif ;
- évaluation fiable du coût de l'actif.

Le mode d'amortissement utilisé reflète le rythme de consommation par l'entreprise des avantages économiques de l'immobilisation.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont comptabilisées selon les mêmes principes.

Les actifs incorporels détenus par le Groupe sont principalement :

- des coûts d'acquisition de contrats dans le cadre de regroupement d'entreprises, amortis sur la durée des contrats ;
- des logiciels et autres licences (durée d'amortissement sur 4 ans).

Les actifs incorporels sont amortis sur leur durée d'utilité. Le Groupe ne détient pas d'actif incorporel à durée de vie indéfinie. Les immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. S'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué comme décrit dans la note 2.13. Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges. Les frais de développement sont obligatoirement activés en IFRS si tous les critères suivants sont vérifiés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle va générer des avantages économiques probables futurs ;
- la disponibilité des ressources techniques, financières et autres pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la capacité à évaluer les dépenses de façon fiable.

A ce jour, les dépenses de développement supportées par le Groupe sont essentiellement engagées dans le cadre de contrats de partenariat répondant aux caractéristiques des contrats définis par l'IAS 11 comme des contrats de construction. Ces dépenses suivent donc le traitement détaillé en note 2.16.

## 2.12 Actifs corporels

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût directement attribuable (incluant le prix d'achat, les taxes payées et les frais directs d'achat), diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les dépenses ultérieures relatives à des immobilisations corporelles sont comptabilisées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues si elles maintiennent le niveau de performance de l'actif. Elles sont en revanche ajoutées à la valeur comptable de l'immobilisation initiale quand les avantages économiques futurs sont supérieurs au niveau initial de performance et que leur coût peut être évalué de façon fiable.

Le cas échéant, le coût total d'un actif est réparti entre ses différents éléments constitutifs (composants) si les durées d'utilité sont différentes. De ce fait chaque élément d'actif est amorti sur une durée distincte. Le Groupe a défini des familles de biens pouvant faire l'objet d'une décomposition et les durées d'utilité des composants ainsi déterminés.

Compte tenu du fait que les actifs acquis par le Groupe n'ont pas pour vocation à être revendus avant leur fin de vie économique, aucune valeur résiduelle n'a été appliquée aux différents actifs corporels immobilisés.

Le mode d'amortissement reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à l'actif.

S'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué comme décrit dans la note 2.13. Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les subventions reçues par le Groupe dans le cadre d'aides au financement d'actifs industriels immobilisés sont comptabilisées en déduction de la valeur d'origine du bien.

L'ensemble des amortissements associés aux familles et aux sous-familles est repris ci-dessous.

Famille	Durée d'amortissement
Construction	15 - 40 ans
Installations générales	10 -20 ans
Installations techniques	6 2/3 – 20 ans
Outillages	3 ans
Matériel électronique	5 ans
Matériels informatiques	3 – 5ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau	6 2/3 ans
Mobilier	10 ans

## 2.13 Dépréciation des actifs

Les valeurs comptables des actifs du Groupe (autres que les stocks et les actifs d'impôt différé) sont examinées à chaque clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque

indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. Si un tel indice est identifié (baisse de valeur sur le marché ou obsolescence accélérée par exemple), un test de dépréciation est réalisé.

Concernant les actifs incorporels non encore disponibles pour utilisation ou dont la durée d'utilité est indéfinie, et pour les écarts d'acquisition, ce test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs concerné à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net de coûts de sortie et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée de l'estimation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée d'utilité.

Pour déterminer la valeur d'utilité d'un actif, le Groupe utilise :

- les prévisions de flux de trésorerie (avant impôt et frais financiers) basés sur des hypothèses qui retiennent l'actif dans son état actuel et représentent la meilleure estimation des conditions économiques qui existeront pendant la durée d'utilité de l'actif restant à courir ;
- le taux d'actualisation avant impôt qui reflète les évaluations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Le taux d'actualisation ne reflète pas les risques dont il a été tenu compte lors de l'estimation des flux de trésorerie futurs.

Une dépréciation est constatée à chaque fois que la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable doit être estimée pour chaque actif pris individuellement. Si cela n'est pas possible, IAS 36 impose à une entreprise de déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Les actifs sont donc « rattachés » à des Unités Génératrices de Trésorerie (le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie d'autres actifs ou groupes d'actifs).

Compte tenu du fait qu'à l'intérieur de chaque secteur d'activité du Groupe, les actifs immobilisés utilisés ne sont pas spécifiques à une activité ou à une branche mais sont utilisables par l'ensemble du secteur (pas d'indépendance des entrées de trésorerie entre eux), les Unités Génératrices de Trésorerie retenues sont les différents secteurs d'activité du Groupe pris individuellement.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une Unité Génératrice de Trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à cette Unité Génératrice de Trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des

autres actifs de l'Unité, au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'Unité.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable.

La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

## 2.14 Coûts d'emprunt

Depuis le 1er janvier 2009, les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles nécessitant au moins 12 mois de préparation avant leur mise en service sont intégrés à la valeur brute de ces actifs dits « qualifiés ». La valeur brute des stocks du Groupe répondant à la définition d'un actif qualifié au sens de la norme IAS 23 « Coûts d'emprunt » est également ajustée.

Lorsqu'un actif qualifié est financé par un emprunt spécifique, le coût supplémentaire pris en compte dans sa valeur brute correspond aux intérêts effectivement comptabilisés sur la période, net des produits perçus sur les fonds non encore utilisés. Lorsqu'un actif qualifié ne bénéficie pas d'un emprunt spécifique, le coût d'emprunt capitalisé correspond au taux d'endettement général moyen sur la période.

## 2.15 Contrats de location

Les contrats de location d'immobilisations corporelles pour lesquels le groupe LATECOERE supporte la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont considérés comme des contrats de location financement conformément à l'IAS 17 et font à ce titre l'objet d'un retraitement. Les actifs ainsi détenus sont comptabilisés pour leur juste valeur ou la valeur actuelle des paiements minimaux futurs au titre de la location si celle-ci est inférieure. Ces actifs sont ensuite amortis en fonction de leur durée d'utilité. Dans le cas où la société n'a pas de certitude raisonnable de devenir propriétaire de l'actif à la fin du contrat, ces actifs sont amortis sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité et la durée du contrat.

Une dette financière est reconnue au titre de chaque contrat de location financement.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur ne transfère pas la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

## 2.16 Stocks et en-cours de production

### Matières

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Des provisions pour dépréciation sont constituées sur les matières premières et équipements lorsque leur valeur de réalisation nette est inférieure à leur valeur comptable. Les stocks de matières sont valorisés selon la méthode du prix moyen pondéré.

### Travaux en-cours (hors contrats de construction)

La valeur brute des travaux en-cours est évaluée suivant la méthode du coût de revient complet. Les frais hors production (frais financiers, frais de commercialisation, devis sans suite, frais administratif...) sont exclus de cette valorisation. Des provisions pour dépréciation sont constituées sur les travaux en-cours lorsque leur valeur de réalisation est inférieure à leur valeur comptable.

### Contrats de construction / partenariat

Le Groupe a conclu avec certains de ses clients des contrats de partenariat dont les caractéristiques sont celles des contrats de construction au sens de IAS 11 :

- contrat relatif à la production d'un ensemble de biens étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, technologie et fonction ;
- dont la durée couvre plusieurs exercices.

La comptabilisation de ces contrats répond aux critères ci-dessous :

Les produits et les coûts principaux pris en compte dans le cadre de l'application des contrats de construction sont :

a. pour les produits :

- le montant initial des produits convenus dans le contrat ;
- les modifications des travaux du contrat ou les réclamations dans la mesure où il est probable qu'elles donneront lieu à des produits et où elles peuvent être estimées de façon fiable.

b. pour les coûts :

- les coûts directement liés au contrat ;
- les coûts attribuables à l'activité de contrats en général et qui peuvent être affectés au contrat ;
- tous autres coûts qui peuvent être spécifiquement imputés au client selon les termes du contrat.

La marge est reconnue à l'avancement qui est calculé par rapport à la livraison des éléments (« milestones »). En effet le Groupe facture à la livraison et toute la facturation effectuée est acquise quelle que soit l'issue du programme.

Il est aussi possible que des facturations complémentaires soient effectuées par la suite (modifications ou suppléments de travaux). Une étude est menée au cas par cas afin de définir les éléments permettant d'identifier l'avancement.

La marge estimée est calculée sur la base d'une prévision comprenant les éléments techniques et budgétaires. Cette marge est révisée périodiquement en fonction des coûts et produits réalisés sur la période et restant à venir. Lorsque le risque de change a fait l'objet d'un contrat de couverture, l'incidence de cette couverture est intégrée dans le calcul de la marge estimée. Lorsque la marge prévisionnelle est négative, elle est immédiatement constatée en résultat.

Dans le cadre de contrats de construction couvrant plusieurs exercices, le Groupe est amené au cours des premiers exercices à constater au bilan des coûts de production (courbe) qui seront ensuite recyclés en résultat en fonction de la décroissance réellement observée.

## 2.17 Reconnaissance du revenu

Le revenu est reconnu selon les critères suivants :

- pour les contrats entrant dans les critères de IAS 11, il convient de se référer à la note 2.16 ;
- pour les autres types de contrats (hors prestation), le revenu est reconnu au moment du transfert de la majorité des risques et avantages à l'acheteur, ce qui intervient généralement au moment de la livraison ;
- pour les contrats de prestations de services, le revenu est reconnu à l'avancement, en fonction de l'avancement réel des travaux sur la base des coûts constatés par rapport aux coûts totaux estimés.

## 2.18 Actifs et passifs financiers

Le Groupe applique IAS 32, IAS 39 et IFRS 7. Ces normes définissent quatre catégories d'actifs financiers et deux catégories de passifs financiers :

- les actifs et passifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat : il s'agit des instruments dérivés n'entrant pas dans le cadre de la comptabilité de couverture ainsi que des placements de trésorerie désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- les actifs financiers disponibles à la vente évalués en juste valeur avec une comptabilisation des variations de juste valeur en capitaux propres (le Groupe ne détient pas de tels actifs) ;
- les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance évalués au coût amorti : aucun actif n'entre, à ce jour, dans cette famille ;
- les prêts et créances émis par l'entreprise évalués au coût amorti ;
- les autres passifs financiers évalués au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs et passifs financiers sont ventilés au bilan en éléments courants et non courants suivant leur date d'échéance inférieure ou supérieure à un an.

### Instruments dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de couverture sur des devises étrangères et sur les taux d'intérêts afin de couvrir ses positions actuelles ou futures contre le risque de change

et de taux. Les instruments de couverture sont des ventes et achats à terme de devises et des tunnels d'options pour le change et des couvertures sous forme de « collar » pour les taux. Les instruments dérivés sont évalués en juste valeur avec une comptabilisation des variations de juste valeur au compte de résultat à l'exception des instruments de couverture désignés ci-après. La juste valeur des instruments dérivés est évaluée par une société indépendante. Elle tient compte de la valeur de l'instrument dérivé à la date de clôture (mark to market). Les instruments dérivés sont comptabilisés à la date de transaction.

Le Groupe réalise une part importante de son chiffre d'affaires en dollar US. Compte tenu de l'importance de ces flux, une stratégie de couverture des flux futurs dans cette devise a été mise en place en application des principes suivants :

- couverture d'une partie des encaissements futurs estimés avec certains clients ;
- prise en compte d'une probabilité de réalisation de ces flux futurs ; ceci permet d'apprécier les besoins de couverture relatifs à chaque sous-jacent pris en considération dans le cadre de la comptabilité de couverture.

De même, la société LATECOERE Czech Republic s.r.o., filiale tchèque de la société LATECOERE, réalise son chiffre d'affaires en euros alors que ses charges sont en couronnes tchèques (CZK). Les flux couverts sont les flux budgétés considérés comme hautement probables des charges d'exploitation et des charges financières de la société LATECOERE Czech Republic s.r.o.

Les instruments dérivés qui font l'objet d'une comptabilité de couverture ont donné lieu à la mise en place d'une documentation conforme à IAS 39. Des tests d'efficacité sont réalisés à la mise en place des instruments de couverture et à chaque clôture. En fonction de la nature de l'élément couvert, le Groupe procède à deux formes de comptabilisation :

- les couvertures de juste valeur qui couvrent l'exposition à la variation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan du fait de l'évolution des taux ou du change ;
- les couvertures de flux de trésorerie qui couvrent l'exposition aux variations de flux futurs de trésorerie d'éléments d'actif ou de passif existants ou futurs.

Pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existant, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la mesure de leur efficacité.

Les couvertures de flux de trésorerie futurs qui remplissent les conditions d'application de la comptabilité de couverture sont traitées dans les comptes consolidés du Groupe de la façon suivante :

- la part efficace du produit ou de la perte sur l'instrument de couverture est directement comptabilisée au niveau des capitaux propres (net

d'impôt différé) ; la part inefficace et la valeur temps des options (non qualifiée) sont reconnues immédiatement en résultat financier ;

- les profits ou les pertes comptabilisés dans les capitaux propres sont rapportés au compte de résultat de la période au cours de laquelle le sous-jacent couvert est comptabilisé au compte de résultat, comme par exemple lorsque le chiffre d'affaires prévu se réalise.

A chaque clôture, chaque instrument de couverture existant fait l'objet d'une actualisation de sa juste valeur et d'une mise à jour du test d'efficacité propre à chaque couverture. Si une couverture à l'issue du test s'avère inefficace, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Certains instruments financiers ne sont pas traités comme des instruments de couverture car ils ne répondent pas aux critères de qualification fixés par IAS 39. Dans ce cas, les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur de ces instruments sont comptabilisés en résultat financier.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse et les dépôts à vue. Les découverts bancaires remboursables à vue et les financements par mobilisation de créance (ne respectant pas les critères de décomptabilisation d'actifs) qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe sont une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie. Les placements de trésorerie à court terme, très liquides, et facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont considérés comme des équivalents de trésorerie. Ces placements sont évalués en juste valeur.

### Emprunts

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts sont comptabilisés à la juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction directement attribuables à l'émission du passif. A la clôture, les emprunts sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif. La juste valeur des passifs financiers évalués au coût amorti (emprunts à taux fixe essentiellement), mentionnée en annexe, a été déterminée par un organisme indépendant sur la base d'une technique de valorisation.

### Détermination de la valeur de marché

Les actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat et les dérivés qualifiés d'instruments de couverture sont évalués et comptabilisés à leur valeur de marché, à la date de première comptabilisation, comme en date d'évaluation ultérieure.

La valeur de marché est déterminée :

- soit à partir de prix cotés sur un marché actif ;
- soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à :

- des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières reconnues
- des paramètres dont la valeur est déterminée, pour certains, à partir des prix d'instruments traités sur des marchés actifs et pour d'autres, à partir d'estimations statistiques ou d'autres méthodes quantitatives

La distinction entre les deux modes de valorisation est opérée selon que le marché sur lequel est traité l'instrument est actif ou non.

Pour un instrument donné, est considéré comme actif et donc liquide, un marché sur lequel des transactions sont régulièrement opérées ou sur lequel des transactions sont effectuées sur des instruments très similaires à l'instrument faisant l'objet de l'évaluation.

Le Groupe a distingué trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations demandées par la norme IFRS 7 :

- catégorie de niveau 1 « Prix de marché » : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2 « Modèle avec paramètres observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- catégorie de niveau 3 « Modèle avec paramètres non observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur les marchés, sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à la même date.

Dans le cas de marché inactif, par exemple exprimé par une raréfaction des contreparties, le Groupe se réserve la possibilité de recourir à des modèles mathématiques évaluant les risques sur la base des hypothèses que prendraient normalement les participants au marché, selon un horizon correspondant à la durée des instruments concernés, dans le respect des dispositions de la norme IAS 39.

### 2.19 Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients et les autres débiteurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur. La perte de valeur est enregistrée au compte de résultat.

Dans le cadre de la mise en place de financement court terme, le Groupe effectue avec certains partenaires financiers, des opérations de mobilisation de créances. Les actifs financiers correspondant sont décomptabilisés en tout ou partie si les contrats de mobilisation de créance respectent les conditions suivantes :

- transfert du droit contractuel à percevoir la trésorerie ;
- cession à un partenaire financier des risques et avantages liés à cette créance ;

- le partenaire financier supporte entièrement le risque de non règlement de cette créance pour des motifs financiers uniquement ; le Groupe restant garant de l'ensemble des risques techniques et industriels ;
- le recouvrement de la créance est à la charge du partenaire financier. Toutefois, ce dernier peut contractuellement demander au Groupe d'effectuer pour son compte cette démarche vis-à-vis des créanciers.

Les contrats ne respectant pas ces critères ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des créances.

## 2.20 Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

## 2.21 Actions propres

Les actions propres, quelle que soit leur utilisation, sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'auto-contrôle est imputé directement en capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice.

## 2.22 Provisions

Le Groupe constitue une provision dès lors que :

- il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de cette obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant de la provision est déterminé sur la base de la meilleure estimation liée à l'obligation. L'estimation des provisions est analysée à chaque clôture et si nécessaire, son montant est mis à jour.

La provision est maintenue dans les comptes tant que des informations précises (délai et montant) ne permettent pas de statuer sur son issue. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent peut être significatif, les provisions sont actualisées. Les provisions constatées par le Groupe n'ont pas fait l'objet d'une actualisation.

## 2.23 Avantages au personnel

Le Groupe provisionne certains avantages au personnel. Après analyse des réglementations spécifiques aux pays dans lesquels le Groupe est présent, il en ressort que ces provisions concernent principalement les sociétés françaises.

### Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer à un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

## Engagements de retraite

Les obligations du Groupe en matière de retraite consistent en des indemnités versées lors du départ du salarié. Conformément à l'IAS19, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées. Les estimations des obligations du Groupe au titre des engagements du personnel des sociétés françaises sont calculées par un actuaire indépendant. La méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation, calculée charges sociales comprises, est actualisée et est comptabilisée sur la base des années de service des salariés. Les écarts actuariels résultant de ces hypothèses sont depuis l'exercice 2010 reconnus en capitaux propres.

## Médailles du travail

Le groupe LATECOERE comptabilise une provision sur la base d'hypothèses actuarielles, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel (IAS 19). Les estimations des obligations du Groupe au titre des médailles du travail (sociétés françaises uniquement) sont calculées par un actuaire indépendant.

## Paiements fondés sur des actions

Le Groupe comptabilise une charge de paiements en actions relative à l'attribution à certains de ses salariés de plans d'attribution d'actions de performance. Cette charge est évaluée sur le fondement de calculs actuariels. Les principales hypothèses actuarielles (volatilité, rendement de l'action) retenues par le Groupe sont décrites par plan en note 10.4 Plan d'attribution d'actions gratuites.

## 2.24 Financements publics

Le Groupe, dans le cadre du développement de certains programmes, a obtenu des financements publics.

Ces financements de type « avances remboursables » sont contractuellement porteurs d'intérêts (calculés sur la base d'un taux de marché) vis-à-vis des organismes gestionnaires. Par conséquent, ces types de financements ne rentrent pas dans le cadre de gestion des subventions publiques et sont hors champ d'application de la norme IAS 20 dans la mesure où le succès du programme est probable.

A l'origine elles sont évaluées pour la contrepartie de la trésorerie reçue. A chaque clôture, elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

Ces avances sont remboursables en cas de succès du programme, et les remboursements se font au fur et à mesure des livraisons de chaque produit ayant fait l'objet d'une avance.

Pour certains contrats, après remboursement intégral de l'avance, le Groupe continue de verser une redevance en

fonction du chiffre d'affaires du programme, celle-ci étant considérée comme une charge d'exploitation.

## 2.25 Autres produits

Le Groupe comptabilise notamment dans les autres produits les subventions d'exploitation, le crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt compétitivité emploi.

## 2.26 Autres produits et charges non récurrents

Les produits et charges non récurrents, qui, par nature, ont un degré de prévisibilité insuffisant, compte tenu de leur caractère inhabituel, anormal ou peu fréquent sont présentes en autres produits et autres charges.

Les autres produits non récurrents comprennent les profits de cession de participations ou d'activités et les profits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles résultant d'activités cédées ou d'activités faisant l'objet de plans de restructuration, ainsi que tout produit relatif aux cessions passées.

Les autres charges non récurrentes comprennent les pertes sur cession de participations ou d'activités et les pertes sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles résultant d'activités cédées ou d'activités faisant l'objet de plans de restructuration ainsi que tout cout relatif aux cessions passées, les couts de restructuration, les couts de rationalisation, les pertes de valeur significatives d'actifs, les couts encourus pour réaliser des regroupements d'entreprises, les couts liés à des litiges n'entrant pas dans le cours normal des affaires et la charge d'amortissement d'actifs exclusivement acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises (technologie, marge en carnet, relations clients, marges sur stocks), ainsi qu'une partie des charges sur engagements de retraite et engagements assimilés (incidences des modifications de plan, incidences des réductions et fermetures de plans).

## 2.26 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat, sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres. Dans ce cas, il est comptabilisé en capitaux propres. L'impôt exigible est le montant de l'impôt estimé dû au titre de la période et de tout ajustement de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon la méthode bilancielle du report variable. Il est calculé sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur valeur fiscale, à l'exception des éléments suivants :

- écarts d'acquisition ;
- différences temporelles liées à des participations dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différés est effectuée en fonction de la façon dont le Groupe s'attend à ce que les actifs ou passifs se dénouent, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture. Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que si des bénéfices fiscaux futurs sur lesquels cet impôt pourra s'imputer sont probables. Les actifs d'impôt différés sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice suffisant soit réalisé. Conformément à IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

### NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le Groupe exerçant, directement ou indirectement, un contrôle exclusif dans toutes les sociétés, celles-ci sont consolidées par intégration globale. Toutes les sociétés faisant partie du périmètre clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Le 21 décembre 2016, le Groupe Latécoère a finalisé la cession de Latécoère Services au Groupe ADF.

Société	Pays	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
<b>Segment Aérostructures :</b>				
LATECOERE	France			<b>Société consolidante</b>
LATECOERE do BRASIL	Brésil	100%	100%	Intégration globale
LATECOERE CZECH REPUBLIC s.r.o (ex LETOV s.r.o.)	République Tchèque	100%	100%	Intégration globale
LETOV a.s. (Letov Letecká Vyroba a.s.)	République Tchèque	100%	100%	Intégration globale
LATECOERE INC.	Etats Unis	100%	100%	Intégration globale
LATECOERE DEVELOPPEMENT	France	100%	100%	Intégration globale
LATECOERE BIENES RAICES	Mexique	100%	100%	Intégration globale
LATECOERE Mexico	Mexique	100%	0%	Intégration globale
LATECOERE Mexico Services	Mexique	100%	0%	Intégration globale

#### Segment Systèmes d'interconnexion :

LATelec	France	100%	100%	Intégration globale
LATelec GmbH	Allemagne	100%	100%	Intégration globale
SEALATelec	Tunisie	100%	100%	Intégration globale
LATelec Mexico	Mexique	100%	0%	Intégration globale
LATelec Mexico Services	Mexique	100%	0%	Intégration globale
LATSima	Maroc	100%	100%	Intégration globale

## NOTE 4 SEGMENTS OPERATIONNELS

---

Les secteurs ou segments présentés par le Groupe sont des composantes distinctes du Groupe engagées dans la fourniture de biens ou services liés (secteurs d'activité) et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différente de ceux des autres secteurs.

Les secteurs d'activité définis par le Groupe sont :

- **Aérostructure** ;
- **Systèmes d'interconnexions.**

Ces deux secteurs représentent les activités industrielles du Groupe et font appel, le cas échéant, à des activités de services filialisées. Par ailleurs, l'ensemble des dépenses relatives à la position de maison mère de la Société LATECOERE sont maintenues dans le secteur Aérostructure.

Conformément à la norme IFRS 8, les informations présentées par secteur sont basées sur le reporting interne du Groupe régulièrement examiné par la Direction Générale.

Les méthodes comptables utilisées par le Groupe pour l'établissement des données présentées par secteur opérationnel conformément à IFRS 8 sont identiques à celles utilisées par le Groupe dans le cadre de l'établissement de ses comptes consolidés en normes IFRS.

En application d'IFRS 5, les activités Latécoère Services qui constituent des activités non poursuivies au 30 juin 2016, ne sont plus présentées dans les informations sectorielles en tant que secteurs opérationnels mais sont regroupées dans une colonne « Secteur non poursuivi ».

Il est à noter que trois clients du Groupe représentent chacun plus de 10% du chiffre d'affaires total consolidé. La répartition du chiffre d'affaires par client est présentée au chapitre 1 du présent document de référence.

### Mesure de la performance économique

Le Groupe utilise comme principal indicateur alternatif de performance le **résultat opérationnel courant ajusté (EBIT courant ajusté)**. Cet indicateur est destiné à présenter le niveau de performance opérationnelle des branches du Groupe.

En conséquence, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, le Groupe a décidé d'intégrer dans le résultat opérationnel ajusté (l'EBIT ajusté) l'intégralité des gains et pertes de change réalisés sur les couvertures de change euro/dollar et ceci dans le but de refléter dans le résultat opérationnel ajusté (l'EBIT ajusté) la substance économique réelle de la stratégie de couverture au risque de change euro/dollar.

*\*Pour couvrir son risque de change, le Groupe utilise principalement des contrats à terme et des options à barrière activante (tunnels d'options). Tous ces instruments ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture au sens de la norme IAS 39 « Instruments financiers »*

**Le résultat opérationnel courant ajusté (l'EBIT courant ajusté)** représente au niveau des comptes consolidés le résultat opérationnel courant (EBIT courant) du Groupe retraité de la variation des Encours « Non recurring » net de provision, intégrant la totalité des gains et pertes de change réalisés sur les couvertures euro/dollar.

Pour des raisons analogues le Groupe présente un **résultat net ajusté** afin de permettre au lecteur son suivi et sa comparabilité. Il correspond au résultat net, retraité de la variation des Encours « Non recurring » net de provision et de la variation de juste valeur des instruments dérivés de change et de taux (comptabilisés au sein du résultat financier latent) nets des effets impôts correspondants.

Enfin, l'**endettement net** correspond pour le Groupe aux emprunts et dettes financières courant et non courant et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

### Compte de résultat par segment opérationnel en données ajustées

Le passage des comptes consolidés aux comptes ajustés est présenté en page suivante.

En milliers d'euros 31.12.2016	Aérostructure Industrie	%	Systèmes d'interconnexion	%	Secteur non poursuivi	Eliminations Inter- secteur	Total
Chiffre d'affaires de l'activité	447 134	68%	237 293	36%		-29 191	655 236
Chiffre d'affaires inter-secteur	-23 926	82%	-5 265	18%		29 191	0
Chiffre d'affaires consolidé	423 208	65%	232 028	35%		0	655 236
Résultat opérationnel courant <u>ajusté</u>	25 148	52%	22 370	47%		383	47 901
Résultat opérationnel courant <u>ajusté</u> / chiffre d'affaires	5,9%		9,6%				7,3%
Résultat financier réalisé <u>ajusté</u>	-11 788		-2 798			0	-14 585
Résultat financier latent <u>ajusté</u>	-1 157		1 712			0	555
Impôts société et autres	-2 448		-7 698				-10 146
Résultat net <u>ajusté</u>	24 959		2 810		2 381	383	30 533

En milliers d'euros 31.12.2015*	Aérostructure Industrie	%	Systèmes d'interconnexion	%	Secteur non poursuivi	Eliminations Inter- secteur	Total
Chiffre d'affaires de l'activité	442 998	71%	201 865	32%		-22 731	622 132
Chiffre d'affaires inter-secteur	-19 928	88%	-2 804	12%		22 731	0
Chiffre d'affaires consolidé	423 070	65%	199 062	30%		0	622 132
Résultat opérationnel courant <u>ajusté</u>	15 189	80%	3 748	20%		0	18 937
Résultat opérationnel courant <u>ajusté</u> / chiffre d'affaires	3,6%		1,9%				3,0%
Résultat financier réalisé <u>ajusté</u>	-12 368		-536			0	-12 904
Résultat financier latent <u>ajusté</u>	-2 384		-829			0	-3 213
Impôts société et autres	-877		-432				-1 309
Résultat net <u>ajusté</u>	-440		1 951		2 424	0	3 935

\* Les données publiées au titre de l'exercice 2015 ont été retraitées en application de la norme IFRS 5 (cf. note 1 « Faits marquants »).

### Bilan par segment opérationnel

En milliers d'euros 31.12.2016	Aérostructure Industrie	%	Systèmes d'interconnexion	%	Secteur non poursuivi	Eliminations Inter- secteur	Total
Immobilisations incorporelles	10 702	83%	2 192	17%		0	12 894
Immobilisations corporelles	61 521	81%	14 589	19%		0	76 110
Autres actifs financiers	34 841		253			-32 664	2 430
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS</b>	<b>107 065</b>	<b>117%</b>	<b>17 034</b>	<b>19%</b>		<b>-32 664</b>	<b>91 434</b>
Investissements nets	9 701	70%	4 125	30%	0	0	13 826
Stocks et en-cours	301 714	77%	89 907	23%		-570	391 051
Créances clients et autres débiteurs	119 391	70%	54 337	32%		-3 996	169 732
Endettement net	-32 858	1827%	56 123	-3120%		-25 064	-1 789
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	117 123	77%	38 481	25%		-3 841	151 763
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>722 123</b>	<b>85%</b>	<b>206 173</b>	<b>24%</b>	<b>0</b>	<b>-75 918</b>	<b>852 378</b>

**COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DECEMBRE 2016**  
31 décembre 2016

En milliers d'euros 31.12.2015	Aérostructure Industrie	%	Systèmes d'interconnexion	%	Secteur non poursuivi	Eliminations inter- secteur	Total
Immobilisations incorporelles	2 455	51%	397	8%	1 975	0	4 827
Ecart d'acquisitions	0	0%	0	0%	1 300	0	1 300
Immobilisations corporelles	71 066	78%	15 020	16%	5 471	8	91 565
Autres actifs financiers	26 944		283		271	-25 056	2 441
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS</b>	<b>100 465</b>	<b>100%</b>	<b>15 699</b>	<b>16%</b>	<b>9 017</b>	<b>-25 048</b>	<b>100 133</b>
Investissements nets	11 010	74%	2 975	20%	926	0	14 911
Stocks et en-cours	324 562	77%	99 430	23%	1 029	-953	424 068
Créances clients et autres débiteurs	115 782	60%	64 800	33%	51 981	-37 997	194 566
Endettement net	37 553	59%	56 098	88%	-4 557	-25 068	64 025
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	145 974	81%	36 115	20%	36 085	-37 997	180 177
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>680 790</b>	<b>79%</b>	<b>180 502</b>	<b>21%</b>	<b>66 569</b>	<b>-68 229</b>	<b>859 633</b>

**Tableau de passage du compte de résultat consolidé au compte de résultat ajusté**

En milliers d'euros	31. déc.-16 Données IFRS	Encours "Non recurring"	Reclassement couvertures de change €/€	Juste valeur des instruments dérivés	31. déc.-16 Données ajustées
Chiffre d'affaires	655 236				655 236
Autres produits de l'activité	291				291
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	-22 565	31 854			9 289
Achats consommés et charges externes	-413 953				-413 953
Charges de personnel	-175 724				-175 724
Impôts et taxes	-9 136				-9 136
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	-13 555				-13 555
Dotations nettes aux provisions d'exploitation	-650				-650
Dotations nettes / dépréciations des actifs circulants	6 396	-3 018			3 378
Autres produits	9 930				9 930
Autres charges	-4 758		-12 448		-17 206
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>31 513</b>	<b>28 836</b>	<b>-12 448</b>	<b>0</b>	<b>47 901</b>
<i>Résultat opérationnel / chiffre d'affaires</i>	<i>4,8%</i>				<i>7,3%</i>
Autres produits et charges opérationnels non courants	4 428				4 428
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>35 941</b>	<b>28 836</b>	<b>-12 448</b>	<b>0</b>	<b>52 329</b>
Coût de l'endettement financier net	-8 986				-8 986
Gains et pertes de change réalisés	-14 887		12 448		-2 439
Autres charges et produits financiers réalisés	-3 160				-3 160
<b>Résultat financier réalisé</b>	<b>-27 033</b>	<b>0</b>	<b>12 448</b>	<b>0</b>	<b>-14 585</b>
Gains et pertes latents sur instruments financiers dérivés	-7 951			7 951	0
Autres charges et produits financiers latents	555				555
<b>Résultat financier latent</b>	<b>-7 396</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 951</b>	<b>555</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-34 430</b>	<b>0</b>	<b>12 448</b>	<b>7 951</b>	<b>-14 031</b>
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	0				0
Impôts sur les bénéfices	2 430	-9 928		-2 648	-10 146
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>3 941</b>	<b>18 908</b>	<b>0</b>	<b>5 303</b>	<b>28 152</b>
<b>Résultat net des activités non poursuivies</b>	<b>2 381</b>				<b>2 381</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>6 322</b>	<b>18 908</b>	<b>0</b>	<b>5 303</b>	<b>30 533</b>
Dont attribuable aux propriétaires de la société mère	6 033				30 244
Dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	288				288

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2016  
31 décembre 2016

En milliers d'euros	31. déc.-15 <sup>*</sup> Données IFRS	Encours "Non recurring"	Reclassement couvertures de change €/€	Juste valeur des instruments dérivés	31. déc.-15 Données ajustées
Chiffre d'affaires	622 132				622 132
Autres produits de l'activité	1 229				1 229
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	-565	1 496			930
Achats consommés et charges externes	-391 736				-391 736
Charges de personnel	-181 571				-181 571
Impôts et taxes	-12 398				-12 398
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	-10 855				-10 855
Dotations nettes aux provisions d'exploitation	32				32
Dotations nettes / dépréciations des actifs circulants	1 834	-5 039			-3 206
Autres produits	13 651				13 651
Autres charges	-8 759		-10 513		-19 272
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>32 993</b>	<b>-3 544</b>	<b>-10 513</b>	<b>0</b>	<b>18 937</b>
<i>Résultat opérationnel / chiffre d'affaires</i>	<i>5,3%</i>				<i>3,0%</i>
Autres produits et charges opérationnels non courants	0				0
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>32 993</b>	<b>-3 544</b>	<b>-10 513</b>	<b>0</b>	<b>18 937</b>
Coût de l'endettement financier net	-12 480				-12 480
Gains et pertes de change réalisés	-6 753		10 513		3 760
Autres charges et produits financiers réalisés	-4 185				-4 185
<b>Résultat financier réalisé</b>	<b>-23 417</b>	<b>0</b>	<b>10 513</b>	<b>0</b>	<b>-12 904</b>
Gains et pertes latents sur instruments financiers dérivés	-6 910			6 910	0
Autres charges et produits financiers latents	-3 213				-3 213
<b>Résultat financier latent</b>	<b>-10 124</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 910</b>	<b>-3 213</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-33 541</b>	<b>0</b>	<b>10 513</b>	<b>6 910</b>	<b>-16 118</b>
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	0				0
Impôts sur les bénéfices	-57	1 220		-2 472	-1 309
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>-604</b>	<b>-2 324</b>	<b>0</b>	<b>4 438</b>	<b>1 510</b>
<b>Résultat net des activités non poursuivies</b>	<b>2 424</b>				<b>2 424</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>1 820</b>	<b>-2 324</b>	<b>0</b>	<b>4 438</b>	<b>3 936</b>
Dont attribuable aux propriétaires de la société mère	264				2 380
Dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 556				1 556

\* Les données publiées au titre de l'exercice 2015 ont été retraitées en application de la norme IFRS 5 (cf. note 1 « Faits marquants »).

## NOTE 5 IMMOBILISATIONS

### 5.1 Variation des immobilisations

#### Valeur Brute des immobilisations

En milliers d'euros	31-déc.-15	Incidence des var. de change	Variation de périmètre	Reclassement	Acquisitions	Cessions	31-déc.-16
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES *</b>	<b>19 740</b>	<b>14</b>	<b>-4 967</b>	<b>12 441</b>	<b>2 564</b>	<b>-5</b>	<b>29 786</b>
Terrains	5 576	88	-77	0	0	0	5 587
Constructions**	53 660	983	-4 059	9 315	1 428	-206	61 122
Installations techniques, matériel & outillage	99 915	1 898	-3 624	-400	6 291	-2 535	101 544
Autres immobilisations corporelles**	20 654	94	-2 621	-6 877	1 225	-552	11 924
Immobilisations en cours	17 081	-16	-309	-14 480	4 441	-21	6 698
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0	0	0	0	260	-13	247
Crédit bail immobilier	9 682	0	-1 874	0	0	0	7 808
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>206 568</b>	<b>3 048</b>	<b>-12 564</b>	<b>-12 441</b>	<b>13 646</b>	<b>-3 327</b>	<b>184 929</b>

\* Les immobilisations en cours reclassées en immobilisations incorporelles dans le courant de l'exercice 2016 pour un montant de 12,4 M€ concernant des logiciels.

\*\*Les « autres immobilisations corporelles » ont été pour partie reclassée sur la ligne construction.

#### Amortissements des immobilisations

En milliers d'euros	31-déc.-15	Incidence des var. de change	Variation de périmètre	Reclassement	Dotations	Reprises	31-déc.-16
<b>AMORTISSEMENT IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>14 913</b>	<b>17</b>	<b>-2 624</b>	<b>0</b>	<b>4 593</b>	<b>-6</b>	<b>16 892</b>
Constructions	23 648	376	-1 905	6 369	2 327	-90	30 725
Installations techniques, matériel & outillage	72 746	2 121	-2 430	-1 821	6 556	-2 112	75 060
Autres immobilisations corporelles	14 053	94	-1 670	-4 549	1 326	-330	8 925
Crédit bail immobilier	4 556	0	-732	0	285	0	4 108
<b>AMORTISSEMENT IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>115 003</b>	<b>2 591</b>	<b>-6 737</b>	<b>0</b>	<b>10 494</b>	<b>-2 532</b>	<b>118 819</b>

#### Valeur nette des immobilisations

En milliers d'euros	31-déc.-15	31-déc.-16
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>4 827</b>	<b>12 894</b>
Terrains	5 576	5 587
Constructions	30 012	30 396
Installations techniques, matériel & outillage	27 169	26 484
Autres immobilisations corporelles	6 601	2 999
Immobilisations en cours	17 081	6 698
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0	247
Crédit bail immobilier	5 126	3 700
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>91 565</b>	<b>76 110</b>

Les immobilisations incorporelles comprennent notamment des logiciels et licences relatifs aux systèmes d'information du Groupe.

Les principales acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles de l'exercice 2016 concernent :

- du matériel et des outils de production pour 7,6 M€ principalement pour les sociétés LATECOERE CZECH REPUBLIC,

LATECOERE, LATsima et LATECOERE do Brasil ;

- le développement d'outils informatiques dans le cadre du schéma directeur des systèmes d'information pour un montant de 1,5 M€ ;
- des investissements sur les constructions pour 1,7 M€.

A la clôture, il existe des garanties (nantissement, hypothèque) sur les immobilisations corporelles du Groupe s'élevant à 3,3 M€.

## 5.2 Contrats de location financement

En milliers d'euros	Paiement minimaux futurs au 31/12/2016				Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au 31/12/2016			
	A moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans	Total	A moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
LATECOERE	480	0	0	480	472	0	0	472
LATelec	47	111	0	158	42	105	0	147
<b>TOTAL</b>	<b>527</b>	<b>111</b>	<b>0</b>	<b>638</b>	<b>514</b>	<b>105</b>	<b>0</b>	<b>619</b>

## 5.3 Test de dépréciation d'actifs

Conformément au principe énoncé en note 2.12, la valeur comptable de chaque UGT a fait l'objet d'une comparaison avec le montant le plus élevé de la valeur de marché et de la valeur d'utilité définie comme égale à la somme des flux de trésorerie actualisés calculés à partir des données issues du plan à moyen long terme.

Pour l'ensemble des UGT, le taux d'actualisation des flux de trésorerie en utilisant un coût moyen pondéré des capitaux est de 8,5% comme au 31 décembre 2015. Il repose sur un taux de marché sans risque majoré d'une prime de risque. Ce taux est calculé après impôt et est appliqué à des flux de trésorerie après impôts. Un seul taux d'actualisation a été utilisé pour toutes les UGT dans la mesure où les risques spécifiques à chaque UGT ont été pris en compte dans les flux de trésorerie prévisionnels.

La valeur terminale a été déterminée à partir du flux de trésorerie normatif auquel a été appliqué un taux de croissance à l'infini de 2%.

Au 31 décembre 2016, les tests effectués sur l'ensemble des UGT du Groupe n'ont pas conduit à constater de dépréciation.

Une analyse de sensibilité a été effectuée sur l'ensemble des UGT du Groupe en faisant évoluer les principales hypothèses retenues à savoir :

- une hausse du taux d'actualisation de 50 points de base ;
- une baisse du taux de croissance à l'infini de 50 point de base ;
- une baisse de la marge opérationnelle de la valeur terminale de 50 points de base

Les variations de ces principales hypothèses prises individuellement n'ont pas conduit à des valeurs d'utilité inférieures aux valeurs nettes comptables.

## NOTE 6 STOCKS ET EN-COURS, CONTRATS DE CONSTRUCTION

### 6.1 Détail des stocks et en-cours

En milliers d'euros	31-déc.-16			31-déc.-15			Variation		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
Stocks industriels	175 332	-15 594	159 738	182 889	-18 971	163 919	-7 557	3 377	-4 180
Encours "Non Recurring"	241 261	-9 948	231 313	273 115	-12 966	260 149	-31 854	3 018	-28 836
<b>TOTAL</b>	<b>416 593</b>	<b>-25 542</b>	<b>391 051</b>	<b>456 004</b>	<b>-31 937</b>	<b>424 068</b>	<b>-39 411</b>	<b>6 395</b>	<b>-33 016</b>

Les stocks et en-cours nets ont baissé sur l'exercice de 33 M€ principalement sous l'effet conjugué :

- d'une baisse des stocks industriels (Matières premières, pièces élémentaires et en-cours de production) de 4,2 M€,
- d'une baisse de 28,8 M€ des en-cours « Non Recurring » (coûts de développement des programmes et courbe relatifs à des programmes suivis en contrats de construction), compte tenu notamment :
  - des dépenses consacrées aux programmes en phases de développement et/ou d'industrialisation

pour +2,3 M€ (B787 principalement et Embraer E-Jet E2),

- l'impact de la décroissance de coûts des programmes en phase de maturité (A380, Embraer E1 et F7X) pour - 25,5 M€.

Les stocks industriels comprennent les matières, pièces et les encours de fabrication. Les Encours « Non Recurring » sont composés des coûts de développement des programmes (encours NRC) et de la courbe comptabilisée en application de la norme IAS 11 (Contrats de construction).

### 6.2 Contrats de construction

En millions d'euros	31-déc.-16	31-déc.-15
Encours nets reconnus à l'actif	272	298
Montant dû aux clients	0	0
Revenus reconnus depuis l'origine des contrats*	3 384	3 031
Charges engagées depuis l'origine des contrats*	3 555	3 249
Avances remboursables	44	41

Les contrats de construction sont basés sur des prévisions faites par le Groupe en tenant compte des informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents avionneurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique. Les coûts à venir sont estimés sur la base des organisations industrielles mises en place par le Groupe. Par ailleurs, les flux dollars (chiffres d'affaires et charges) représentant une part significative des flux globaux, le Groupe a fondé ses prévisions sur une analyse historique du cours du dollar, des hypothèses d'évolution future du dollar en relation avec la durée des contrats. Cette dernière hypothèse peut être

revue en fonction des perspectives d'évolution de la devise et de ses impacts au niveau des prévisions.

Les principaux contrats de constructions concernent les programmes suivants : A380 (partie inférieure de la pointe avant, portes du pont supérieur, meubles électriques, harnais commerciaux), A400M (meuble électrique), F7X (harnais, tronçon de fuselage arrière), Embraer ERJ 170/190 (tronçon de fuselage et portes), B787 (portes passagers). Une information chiffrée détaillée par programme (et notamment les marges à terminaison) ne peut pas être communiquée pour des raisons de confidentialité.

## NOTE 7 ACTIFS FINANCIERS

En milliers d'euros	Prêts et créances au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	31-déc.-16	Juste valeur
Actifs financiers non courant	2 430			2 430	
Clients et autres débiteurs	169 732			169 732	
Instruments financiers		429	20	449	449
Trésorerie et équivalent de trésorerie	147 137	307		147 444	307
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>319 299</b>	<b>735</b>	<b>20</b>	<b>320 055</b>	<b>755</b>

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers		449		449
Trésorerie et équivalent de trésorerie	307			307
<b>TOTAL</b>	<b>307</b>	<b>449</b>	<b>0</b>	<b>755</b>

En milliers d'euros	Prêts et créances au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	31-déc.-15	Juste valeur
Actifs financiers non courant	2 441			2 441	
Clients et autres débiteurs	194 566			194 566	
Instruments financiers		54	554	608	608
Trésorerie et équivalent de trésorerie	26 053	64 318		90 370	64 318
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>223 060</b>	<b>64 372</b>	<b>554</b>	<b>287 985</b>	<b>64 925</b>

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers		608		608
Trésorerie et équivalent de trésorerie	64 318			64 318
<b>TOTAL</b>	<b>64 318</b>	<b>608</b>	<b>0</b>	<b>64 925</b>

La juste valeur des créances clients est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement. Il en est de même pour les autres débiteurs.

Le poste trésorerie et équivalent de trésorerie inclut les soldes débiteurs de banque pour 147 M€ au 31/12/2016 contre 26 M€ au 31/12/2015 et des placements à court terme disponibles et sans risque de variation significative de valeur pour 0,3 M€ au 31/12/2016 contre 64,3 M€ au 31/12/2015.

## NOTE 8 CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

En milliers d'euros	31-déc.-16	31-déc.-15
Avances et acomptes versés sur commandes	1 468	820
Créances clients*	147 742	169 730
Comptes courants	0	285
Créances fiscales	14 932	16 060
Autres créances	5 591	7 672
<b>TOTAL CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS</b>	<b>169 732</b>	<b>194 566</b>
Charges constatées d'avance	1 723	1 461
Autres actifs courants	85	421
<b>TOTAL DES AUTRES ACTIFS COURANTS</b>	<b>1 808</b>	<b>1 881</b>

\* Au 31 décembre 2016, le montant des créances clients cédées au factor s'élève à 129,8 M€. Le montant financé par le factor au titre des créances cédées s'élève à 76,8 M€. Au 31 décembre 2015, le montant des créances clients cédées au factor s'élève à 120,9 M€. Le montant financé par le factor au titre des créances cédées s'élève à 72,4 M€. Le Groupe restant responsable du recouvrement des créances clients cédées, ces créances sont maintenues à l'actif.

L'antériorité des créances clients se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31-déc.-16	31-déc.-15
Créances non échues	129 904	153 988
Créances échues < à 30 jours	7 219	8 548
Créances échues entre 30 et 60 jours	4 107	2 139
Créances échues entre 60 et 90 jours	2 736	2 654
Créances échues entre 90 et 180 jours	2 865	1 376
Créances échues > 6 mois	910	1 126
Provision pour créances douteuses	0	-100
<b>CREANCES CLIENTS</b>	<b>147 742</b>	<b>169 730</b>

## NOTE 9 INSTRUMENTS DERIVES

En raison de son exposition internationale et les facturations faites en devises dollar à ses clients français, le Groupe est confronté à des risques de change. Le risque lié aux fluctuations du dollar est couvert pour partie par des contrats de ventes à terme et des tunnels d'options. Le taux du dollar et le risque de change associé font partie des hypothèses retenues dans le cadre des contrats de construction pour la détermination des marges à terminaison. Les fluctuations des parités peuvent entraîner des conséquences sur la marge opérationnelle, le résultat financier, les capitaux propres et l'endettement net.

Le Groupe a par conséquent développé une politique de couverture naturelle en effectuant une partie de ses achats en USD. Ainsi, le Groupe facture environ 85 % de ses ventes en dollars et achète environ 65 % de fournitures ou sous-traitance en dollars. La couverture naturelle du Groupe sur le dollar USD représente environ 40 %.

Pour couvrir son exposition nette résiduelle, le Groupe utilise des instruments financiers de couverture de change, de type ventes à terme ou tunnels d'options. Les tunnels d'options mis en place donnent la possibilité au Groupe d'être associé à une revalorisation du cours €/USD.

Au cours de l'exercice 2016, de nouveaux instruments financiers de couvertures (EUR/USD) ont été mis en place pour un montant total de 504 MUSD. Ce montant vise à couvrir 270 MUSD à un horizon de 2018 et 234 MUSD à un horizon de 2019.

Le Groupe dispose également de couvertures de change visant à se protéger des fluctuations de la couronne tchèque CZK contre l'euro liées à sa filiale LATECOERE Czech Republic s.r.o, des fluctuations du réal brésilien par rapport au dollar USD liées à sa filiale LATECOERE do Brasil, et des fluctuations du peso Mexicaine MXN par rapport au dollar USD liées à sa filiale LATECOERE Mexico.

## 9.1 Informations sur la valeur des instruments dérivés et sur les notionnels couverts

Le Groupe utilise principalement des contrats de change à terme et des tunnels d'options pour couvrir son risque de change. Le risque de taux d'intérêt est quant à lui couvert par des caps et des swaps de taux.

En milliers d'euros	Valeur au bilan		Notionnel*	Échéances		
	Actif	Passif		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
<b>Instruments non qualifiés de comptabilité de couverture :</b>						
- Contrats de change à terme BR/USD						
- Options de change MXN/USD	429	0	4 554	4 554	0	0
- Options de change** et contrats de change à terme EUR/USD	0	735	5 692	5 692	0	0
- Options de change EUR/CZK**	0	26 611	**			
	0	0	**			
<b>Couverture de flux de trésorerie :</b>						
- Contrats de change à terme EUR/USD						
- Contrats de change à terme CZK/EUR	0	8 980	171 710	110 046	61 664	0
- Options de change EUR/USD (valeur intrinsèque) ***	20	50	24 000	24 000		
- Options de change EUR/CZK (valeur intrinsèque)	0	7	704 867	212 504	492 363	0
	0	0	0	0	0	0
<b>Instruments dérivés de change</b>	<b>449</b>	<b>36 383</b>	<b>910 823</b>	<b>356 796</b>	<b>554 027</b>	<b>0</b>
<b>Instruments non qualifiés de comptabilité de couverture :</b>						
- Floor ****	0	2 774	82 285	0	82 285	0
<b>Instruments dérivés de taux</b>	<b>0</b>	<b>2 774</b>	<b>82 285</b>	<b>0</b>	<b>82 285</b>	<b>0</b>
Instruments non qualifiés de comptabilité de couverture	429	30 119	86 838	4 554	82 285	0
Instruments qualifiés de comptabilité de couverture	20	9 037	900 577	346 550	554 027	0
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS</b>	<b>449</b>	<b>39 156</b>	<b>987 415</b>	<b>351 104</b>	<b>636 312</b>	<b>0</b>
dont instruments dérivés non courant	0	22 582				
dont instruments dérivés courant	449	16 594				

\* Le notionnel est valorisé en milliers d'euros en utilisant la taux de change à la date de clôture.

\*\* Correspond principalement à la valeur temps des options et aux options digitales

\*\*\* Afin d'éviter la redondance de l'information, les montants notionnels total des options de change (valeur intrinsèque et valeur temps) sont mentionnés sur la ligne options de change (valeur intrinsèque)

\*\*\*\* Le floor correspond au dérivé incorporé du nouveau contrat de crédit syndiqué

## 9.2 Informations sur les impacts résultat et capitaux propres des instruments dérivés

### Impact des couvertures de flux de trésorerie futurs

En milliers d'euros	31-déc.-16	31-déc.-15
Capitaux propres - Instruments de couverture (nets d'impôts) à l'ouverture	-7 250	-8 597
Variation de juste valeur efficace	-7 405	-42 309
Reclassement en résultat net de l'exercice *	9 722	44 324
Ecart de conversion	-238	-16
Effet d'impôt sur les variations de l'exercice	-753	-652
<b>Capitaux propres - Instruments de couverture (nets d'impôts) à la clôture</b>	<b>-5 923</b>	<b>-7 250</b>

\* dont - 9,6 M€ ont impacté négativement le chiffre d'affaires du Groupe au 31 décembre 2016 (contre - 44,3 M€ au 31 décembre 2015)

### Impact des instruments dérivés auxquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-16	31-déc.-15
Juste valeur à l'ouverture	-12 766	-13 935
Impact avant impôts sur résultat	-16 925	1 169
<b>Juste valeur à la clôture</b>	<b>-29 691</b>	<b>-12 766</b>

## NOTE 10 CAPITAUX PROPRES

### 10.1 Politique de gestion du capital

Le Groupe LATECOERE considère comme un principe de bonne gouvernance de suivre les capitaux propres et l'endettement.

Par ailleurs, le Groupe mène une politique d'achat et de vente de ses propres actions dont le but principal est d'animer le cours de l'action (détail en note 10.3).

### 10.2 Composition du capital et résultat par action

	31-déc.-16	31-déc.-15
Nombre d'actions	94 043 676	93 347 165
Valeur nominale d'une action	2,00	2,00
Capital social en euros	188 087 352	186 694 330

Au cours de l'exercice 2016, une augmentation de capital réservée aux salariés a été opérée pour un montant de 1 393 022 euros.

	31-déc.-16	31-déc.-15
Moyenne des titres émis	94 972 521	36 999 245
Moyenne des titres auto détenus	30 814	14 577
<b>Moyenne pondérée des titres (a)</b>	<b>94 941 707</b>	<b>36 984 668</b>
Effet dilutif du plan d'actions de performance (b)	1 983 630	2 333 680
<b>Total des titres dilués (a+b)</b>	<b>96 925 337</b>	<b>39 318 348</b>
<b>Résultat (part du Groupe) des activités poursuivies en euros</b>	<b>6 033 293</b>	<b>264 306</b>
Résultat par action	0,06	0,01
Résultat dilué par action	0,06	0,01
<b>Résultat (part du Groupe) des activités poursuivies en euros</b>	<b>4 506 304</b>	<b>-1 524 058</b>
Résultat par action	0,05	-0,04
Résultat dilué par action	0,05	-0,04
<b>Résultat (part du Groupe) des activités non poursuivies en euros</b>	<b>1 526 989</b>	<b>1 788 364</b>
Résultat par action	0,02	0,05
Résultat dilué par action	0,02	0,05

### 10.3 Actions propres

En quantité	31-déc.-15	Acquisitions	Cessions	31-déc.-16	% du Capital
Titres LATECOERE	29 432	971 917	967 319	34 030	0,04%
En milliers d'euros	31-déc.-15	Acquisitions / Provisions	Cessions	31-déc.-16	Cours Moyen Acquisitions
Titres LATECOERE	120	3 426	3 418	128	3,76

### 10.4 Plan d'attribution d'actions de performance

Conformément à l'autorisation consentie par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juillet 2015, le Conseil d'Administration a mis en place un plan d'attribution d'actions au bénéfice de certains membres du Comité Exécutif. Ces attributions sont soumises à une condition de présence et à des conditions de performance économique et boursière. Les principales caractéristiques du plan sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	Plan du 22/09/2015
Date d'assemblée	15 juillet 2015
Date du Conseil d'Administration	22 septembre 2015
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	2 333 680
Période d'acquisition	4 tranches successives correspondant aux exercices sociaux 2015, 2016, 2017 et 2018
Durée d'acquisition	2 ans à compter de la date de leur attribution par le Conseil d'Administration
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'acquisition définitive	2 ans à compter de la date d'acquisition
Conditions de performance	oui (cf détail ci-après)

Les conditions de performance sont constituées :

- D'un critère de performance boursière pour un montant total maximum de 1 166 840 actions sur la base d'une augmentation du cours de l'action Latécoère par rapport à un cours de référence fixé pour chaque exercice social (exercice de référence) au titre des années 2015 à 2018,
- D'un critère de performance économique pour un montant total maximum de 1 166 840 actions en fonction d'un niveau d'EBITDA Economique récurrent constaté pour chaque Exercice de Référence au titre des exercices 2015, 2016, 2017 et 2018.

#### Information sur la juste valeur du plan

Juste valeur	Plan du 22/09/2015
Cours d'action à la date d'octroi	3,4 €
Volatilité de l'action Latécoère	40%
Taux de rendement sans risque	0,05%
Juste valeur de l'option pour le plan de performance boursière	1,85 €
Juste valeur de l'option pour le plan de performance EBITDA	0,50 €
<b>Juste valeur de l'option</b>	<b>1,17 €</b>

La juste valeur des options, calculée par un actuaire externe, est déterminée, à la date d'attribution, à partir du modèle de simulation Monte-Carlo pour la partie relative à la condition de performance boursière et à partir du modèle Black & Scholes pour la partie relative à la condition de performance économique (EBITDA). La juste valeur du plan s'élève à 2,7 millions d'euros. La charge est étalée sur la période d'acquisition des droits. Le montant enregistré en charge au titre de l'exercice 2016 s'élève à 0,9 millions d'euros soit une charge totale cumulée de 2 M€.

### Information sur l'évolution du plan

	31-déc.-16
<b>Nombre d'actions attribuables en début de période</b>	2 333 680
Actions attribuées au cours de la période	350 050
Actions acquises par les bénéficiaires	0
Actions annulées	0
<b>Nombre d'actions attribuables en fin de période</b>	<b>1 983 630</b>

### NOTE 11 PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

<i>En milliers d'euros</i>						
	31-déc.-15	Dotations	Reprises utilisées	Incidence des var. de change	Variation de périmètre	31-déc.-16
Provisions non courantes	1 050	1 099	-50	135	-1 138	1 096
Provisions pour restructurations (non courantes)	0	20 779				20 779
Provisions courantes	0	297		37		335
Provisions pour restructurations (courantes)	0	13 451				13 451
<b>TOTAL</b>	<b>1 050</b>	<b>35 627</b>	<b>-50</b>	<b>173</b>	<b>-1 138</b>	<b>35 662</b>

### NOTE 12 AVANTAGES AU PERSONNEL

Conformément à IAS19, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées. Les estimations des obligations du Groupe au titre des engagements du personnel des sociétés françaises sont calculées par un actuair indépendant. Il est à noter que les engagements éventuels des filiales étrangères ne sont pas significatifs.

La méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation, calculée charges sociales comprises, est actualisée et est comptabilisée sur la base des années de service des

salariés. Les écarts actuariels résultant de ces hypothèses sont entièrement reconnus en résultat de la période.

Les avantages au personnel comprennent les montants actualisés relatifs :

- aux médailles du travail comptabilisées au niveau des comptes sociaux ;
- aux engagements de retraite.

Le tableau ci-dessous fait apparaître les montants comptabilisés par le Groupe au 31 décembre 2016.

<i>En milliers d'euros</i>		
	31-déc.-16	31-déc.-15
Engagements de retraite	11 810	14 849
Médailles du travail	1 712	1 935
<b>TOTAL</b>	<b>13 521</b>	<b>16 784</b>

#### 12.1 Engagements de retraite

Les engagements de retraite comptabilisés au 31 décembre 2016 ne concernent que les sociétés françaises et tunisiennes. Ils ont été calculés selon la méthode décrite dans la note 2.23.

Les hypothèses de calcul retenues pour les sociétés françaises sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 1,6% (contre 2,1% en 2015), taux calculé sur la base des taux observés au 30 novembre 2016 d'obligations d'entreprises de 1<sup>ère</sup> catégorie, le Groupe se référant notamment à l'indice Iboxx ;
- utilisation de la table de mortalité INSEE 2010-2012 ;

- la rotation du personnel constatée par tranche d'âge et par société ;
- âge de départ à la retraite : 66 ans ;
- progression des salaires conforme à la moyenne des dernières années ;

Il n'existe pas de coût des services passés différé à la clôture des exercices 2015 et 2016. Les écarts actuariels sont constatés en capitaux propres à compter de l'exercice 2010 et conformément à l'option offerte par la norme IAS 19 «Avantages au personnel », de reconnaître l'intégralité des écarts actuariels au cours de la période dans laquelle ils se sont produits, en dehors du compte de résultat dans l'état du résultat global consolidé. L'engagement est constaté au bilan en passif non

courant, pour le montant de l'engagement total, dans la mesure où il n'existe pas d'écarts actuariels différés, ni de coûts des services passés différés. Les indemnités liées aux salariés qui devraient partir en 2017 s'élèvent à 49 K€.

Une hausse de 0,25 point du taux d'actualisation conduirait à une diminution de la provision pour indemnités de départ à la retraite de - 518 K€. Pour information, et à hypothèses actuarielles identiques, la dotation aux provisions en 2017 devrait s'élever (hors départs) à 1 027 K€.

<i>En milliers d'euros</i>		
	31-déc.-16	31-déc.-15
<b>Engagements à l'ouverture</b>	<b>14 849</b>	<b>13 797</b>
Coût des services rendus au cours de la période	715	977
Charges nettes d'intérêt	272	309
Indemnités versées	-375	-147
Ecart actuariels (OCI)	1 512	-87
Variation de périmètre	-5 163	0
<b>Engagements à la clôture</b>	<b>11 810</b>	<b>14 849</b>
<b>Charges de la période :</b>		
Coût des services rendus au cours de la période	715	977
Charges nettes d'intérêt	272	309
<b>TOTAL</b>	<b>987</b>	<b>1 286</b>

## 12.2 Médailles du travail

Les engagements médailles du travail comptabilisés au 31 décembre 2016 ne concernent que les sociétés françaises. Ils ont été calculés selon la méthode décrite dans la note 2.23.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 1,6% (contre 2,1% en 2015), taux calculé sur la base des taux observés au 30 novembre 2016 d'obligations d'entreprises de 1<sup>ère</sup> catégorie, le Groupe se référant notamment à l'indice Iboxx ;
- utilisation de la table de mortalité INSEE 2010-2012 ;

- la rotation du personnel constatée par tranche d'âge et par société ;
- âge de départ à la retraite : 66 ans ;
- progression des salaires conforme à la moyenne des dernières années ;

Les indemnités liées aux salariés qui devraient partir en 2017 s'élèvent à 167 K€.

Une hausse de 0,25 point du taux d'actualisation conduirait à une diminution de la provision pour médailles du travail de - 75 K€. Pour information, et à hypothèses actuarielles identiques, la dotation aux provisions en 2015 devrait s'élever (hors départs) à 165 K€.

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-16	31-déc.-15
<b>Engagements à l'ouverture</b>	<b>1 935</b>	<b>2 042</b>
Coût des services rendus au cours de la période	129	144
Charges nettes d'intérêt	42	45
Indemnités versées	-133	-97
Ecart actuariels	74	-199
Variation de périmètre	-336	0
<b>Engagements à la clôture</b>	<b>1 712</b>	<b>1 935</b>
<b>Charges de la période :</b>		
Coût des services rendus au cours de la période	129	144
Charges nettes d'intérêt	42	45
<b>TOTAL</b>	<b>171</b>	<b>189</b>

### NOTE 13 PASSIFS FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	Autres passifs financiers	31-déc.-16	Juste valeur
Avances remboursables			43 908	43 908	43 908
Crédit syndiqué - Tranche B			78 125	78 125	78 125
Crédit syndiqué - Autres tranches			0	0	0
Autres Emprunts bancaires			0	0	-7
Affacturage			66 747	66 747	66 747
Financement crédit-bail immobilier			615	615	606
Facilités bancaires et autres			158	158	158
Autres passifs long terme			18 332	18 332	18 332
Instruments financiers dérivés	30 119	9 037		39 156	39 156
Fournisseurs et autres créiteurs			151 763	151 763	151 763
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>30 119</b>	<b>9 037</b>	<b>359 648</b>	<b>398 805</b>	<b>398 789</b>

<i>En milliers d'euros</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers dérivés	0	39 156	0	39 156
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>39 156</b>	<b>0</b>	<b>39 156</b>

En milliers d'euros	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	Autres passifs financiers	31-déc.-15	Juste valeur
Avances remboursables			40 963	40 963	40 963
Crédit syndiqué - Tranche B			90 967	90 967	90 967
Crédit syndiqué - Autres tranches			0	0	0
Autres Emprunts bancaires			632	632	625
Affacturation			59 247	59 247	59 247
Financement crédit-bail immobilier			2 024	2 024	2 083
Facilités bancaires et autres			1 526	1 526	1 526
Autres passifs long terme			22 961	22 961	22 961
Instruments financiers dérivés	12 820	20 553		33 373	33 373
Fournisseurs et autres créditeurs			180 177	180 177	180 177
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>12 820</b>	<b>20 553</b>	<b>398 498</b>	<b>431 871</b>	<b>431 923</b>

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers dérivés	0	33 373	0	33 373
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>33 373</b>	<b>0</b>	<b>33 373</b>

La juste valeur des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement. Il en est de même pour les autres créditeurs. Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les passifs financiers dont la valeur au bilan est différente de la juste valeur sont les emprunts et dettes financières à taux fixe ne faisant pas l'objet de couverture.

### 13.1 Emprunts et dettes financières

En milliers d'euros	31-déc.-16	31-déc.-15
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – part à plus d'un an	78 125	90 967
Financement crédit-bail immobilier – part à plus d'un an	100	1 336
<b>Passifs non courants</b>	<b>78 225</b>	<b>92 304</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – part à moins d'un an	0	632
Financement crédit-bail immobilier – part à moins d'un an	515	688
Affacturation	66 747	59 247
Autres dettes financières	158	1 526
<b>Passifs courants</b>	<b>67 420</b>	<b>62 093</b>
<b>TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>	<b>145 645</b>	<b>154 396</b>

Rapprochement de la dette liée au factor (affacturation) :

En milliers d'euros	31-déc.-16	31-déc.-15
Créances cédées au factor	129 792	120 934
Financement obtenu du factor	76 768	72 401
Trésorerie disponible chez le factor	-10 021	-13 155
<b>DETTE FINANCIERE - AFFACTURAGE</b>	<b>66 747</b>	<b>59 247</b>

La trésorerie disponible chez le factor correspond aux créances clients cédées directement encaissées par le factor entre la dernière date de demande de financement et la date de la clôture des comptes.

Les termes et conditions des emprunts en cours sont les suivants :

En milliers d'euros	Devise	Taux intérêt	Année d'échéance	31-déc.-16	
				Valeur nominale d'origine	Valeur comptable
Crédit syndiqué - Tranche B	EURO	EURIBOR + marge	2020	82 285	78 125
Affacturation	EURO/USD	EURIBOR/LIBOR + marge	2018	100 000	66 747
Financement crédit-bail immobilier	EURO	4,7%-7,2%	2020	25 013	615
Facilités bancaires et autres	EURO	EURIBOR + marge	n/a	158	158
<b>TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES</b>				<b>236 056</b>	<b>145 645</b>

## 13.2 Covenants financiers

### Engagement financiers sur le crédit syndiqué

Le crédit syndiqué inclut un covenant engageant le Groupe à respecter un minimum d'EBIT courant ajusté dont l'application n'interviendra qu'à partir des comptes clos au 31 décembre 2017.

### 13.3 Avances remboursables

Les avances remboursables d'un montant global de 43,9 M€ correspondent notamment aux programmes A380 pour 23 M€ et aux programmes A350 pour 17,6 M€. Les avances sont remboursables en cas de succès du programme et les remboursements sont liés aux livraisons de chaque produit ayant fait l'objet d'une avance. Les conditions de remboursement sont fixées dans la convention signée avec l'organisme prêteur.

## NOTE 14 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

En milliers d'euros	31-déc.-16	31-déc.-15
Dettes fournisseurs	93 626	94 917
Dettes sociales	37 004	47 969
Dettes fiscales	6 891	13 202
Clients créditeurs	1 004	5 737
Autres dettes	13 238	18 352
<b>TOTAL DETTES ET AUTRES CRÉDITEURS</b>	<b>151 763</b>	<b>180 177</b>

## NOTE 15 IMPÔTS

### 15.1 Créances d'impôt

Le montant constaté au 31 décembre 2016 pour 22,8 M€ correspond à des crédits d'impôt pour 20,8 M€ (crédits d'impôt recherche et crédits d'impôt pour la compétitivité et l'emploi).

## 15.2 Impôts différés

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-16	31-déc.-15
Impôts différés actif	24 430	21 235
Impôts différés passif	-1 292	-503
<b>IMPOTS DIFFERES A L'OUVERTURE</b>	<b>23 138</b>	<b>20 732</b>
Produit (charges) d'impôt différé de la période	3 947	3 313
Variation des impôts différés passant en capitaux propres	-94	-908
<b>IMPOTS DIFFERES A LA CLOTURE</b>	<b>26 990</b>	<b>23 138</b>
Dont impôts différés actifs	27 516	24 430
Dont impôts différés passifs	-527	-1 292

L'analyse des actifs nets d'impôts différés par nature se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-16	31-déc.-15
Immobilisations incorporelles et corporelles	-3 287	-3 821
Instruments financiers	13 324	11 311
Engagements envers le personnel	3 653	4 925
Autres provisions (provisions réglementées)	-2 762	-3 065
Emprunts et dettes financières	-134	-575
Déficits reportables	15 200	13 354
Autres	996	1 009
<b>ACTIFS (PASSIFS) D'IMPOTS DIFFERES NET</b>	<b>26 990</b>	<b>23 138</b>

La principale source d'impôts différés actif concerne l'activation des reports déficitaires issus du Groupe d'intégration fiscal français reportables sans limitation de durée pour un montant de 15,2 M€ au 31 décembre 2016.

## NOTE 16 CHIFFRE D'AFFAIRES

### PAR DOMAINE

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-16		31-déc.-15*	
	Montant	%	Montant	%
Activité civile	633 999	96,8%	604 001	97,1%
Activité militaire	21 237	3,2%	18 131	2,9%
<b>TOTAL</b>	<b>655 236</b>	<b>100,0%</b>	<b>622 132</b>	<b>100,0%</b>

### PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-16		31-déc.-15*	
	Montant	%	Montant	%
France	329 098	50,2%	316 911	50,9%
Export	326 138	49,8%	305 222	49,1%
<b>TOTAL</b>	<b>655 236</b>	<b>100,0%</b>	<b>622 132</b>	<b>100,0%</b>

**PAR MARCHÉ GEOGRAPHIQUE (EXPORTATIONS DIRECTES)**

En milliers d'euros	31-déc.-16		31-déc.-15*	
	Montant	%	Montant	%
Europe	415 006	63,3%	362 428	58,3%
Amérique	235 887	36,0%	254 752	40,9%
Asie	4 308	0,7%	4 946	0,8%
Autres	35	0,0%	7	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>655 236</b>	<b>100,0%</b>	<b>622 132</b>	<b>100,0%</b>

**PAR NATURE**

En milliers d'euros	31-déc.-16		31-déc.-15*	
	Montant	%	Montant	%
Chiffre d'affaires - contrats de construction	353 595	54,0%	345 609	55,6%
Chiffre d'affaires - biens	266 902	40,7%	244 810	39,4%
Chiffre d'affaires - services	34 739	5,3%	31 713	5,1%
<b>TOTAL</b>	<b>655 236</b>	<b>100,0%</b>	<b>622 132</b>	<b>100,0%</b>

\* Les données publiées au titre de l'exercice 2015 ont été retraitées en application de la norme IFRS 5 (cf. note 1 « Faits marquants »).

**NOTE 17 ACHATS CONSOMMÉS ET CHARGES EXTERNES**

En milliers d'euros	31-déc.-16	31-déc.-15*
Achats consommés	-148 311	-149 597
Marchandises consommées	-584	-2 145
Sous-traitance	-197 555	-175 742
Charges externes	-67 503	-64 251
<b>ACHATS CONSOMMÉS ET CHARGES EXTERNES</b>	<b>-413 953</b>	<b>-391 736</b>

\* Les données publiées au titre de l'exercice 2015 ont été retraitées en application de la norme IFRS 5 (cf. note 1 « Faits marquants »).

**NOTE 18 AUTRES PRODUITS**

Le montant des autres produits comprend notamment des subventions pour 2,9 M€, des crédits d'impôts recherche et CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) pour 3,9 M€ et de la production immobilisée pour 2,2 M€.

**NOTE 19 AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS**

Au 31 décembre 2016, les autres produits et charges non courants comprennent principalement :

- la plus-value de cession de LATECOERE Services pour 40,6 M€ ;
- la provision relative au Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) pour un montant de -34 M€ ;
- une reprise de provision sur les engagements retraite de 3 M€.

## NOTE 20 DETAIL DU RESULTAT FINANCIER

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc.-16	31-déc.-15*
Coût de l'endettement net	-8 986	-12 480
Gains et pertes de change réalisés :	-14 887	-6 753
- sur instruments dérivés EUR/USD	-12 448	-11 531
- sur autres instruments dérivés	-76	-2 368
- résultat de change réalisé sur postes du bilan	-2 363	7 146
Autres charges et produits financiers réalisés	-3 160	-4 185
<b>Résultat financier réalisé</b>	<b>-27 033</b>	<b>-23 417</b>
Variation de juste valeur des instruments financiers :	-7 951	-6 910
- sur instruments dérivés de change EUR/USD	-7 691	-5 977
- sur autres instruments dérivés de change	726	190
- sur instruments dérivés de taux	-986	-1 123
Réévaluation des postes du bilan	2 960	-1 094
Autres charges et produits financiers latents	-2 405	-2 120
<b>Résultat financier latent</b>	<b>-7 396</b>	<b>-10 124</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-34 430</b>	<b>-33 541</b>

\* Les données publiées au titre de l'exercice 2015 ont été retraitées en application de la norme IFRS 5 (cf. note 1 « Faits marquants »).

La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés de change EUR/USD provient essentiellement de l'appréciation de la valeur temps des options. Aucune inefficacité des couvertures n'a été constatée au titre de l'exercice 2016.

Au titre de l'exercice 2016, les autres charges et produits financiers réalisés comprennent principalement l'amortissement des coûts de renégociation de la dette selon la méthode du TIE pour un montant de -2,7 M€.

Au titre de l'exercice 2016, les autres charges et produits financiers latents comprennent notamment les intérêts courus sur avances remboursables pour un montant de -1,9 M€ et le coût du financement des engagements de retraite pour un montant de -0,3 M€.

## NOTE 21 CHARGE D'IMPOTS

### 21.1 Convention d'intégration fiscale

En France, la société LATECOERE s'est constituée depuis l'exercice fiscal 2009 seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles assises sur l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle dus au titre du Groupe fiscal qui comprend les sociétés LATECOERE, LATElec, et LATECOERE Développement.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales intégrées fiscalement supportent leur propre

charge d'impôt, comme elles le feraient en l'absence d'intégration fiscale et versent les sommes correspondantes à la société LATECOERE, à titre de contribution au paiement des impôts du Groupe fiscal.

La société LATECOERE Services a été sortie du Groupe d'intégration fiscale en date de sa sortie de périmètre.

## 21.2 Charge d'impôts sur les bénéfices

En milliers d'euros	31-déc.-16	31-déc.-15*
Impôts exigibles	-1 517	-4 564
Impôts différés	3 947	4 507
<b>TOTAL</b>	<b>2 430</b>	<b>-57</b>

\* Les données publiées au titre de l'exercice 2015 ont été retraitées en application de la norme IFRS 5 (cf. note 1 « Faits marquants »).

## 21.3 Rapprochement entre impôt théorique et impôt réel

En milliers d'euros	31-déc.-16
<b>Résultat net consolidé des entreprises intégrées</b>	<b>3 941</b>
- Charge d'impôt consolidée (exigible et différé)	2 430
<b>Résultat consolidé avant impôt (avant partage groupe/minoritaires)</b>	<b>1 511</b>
- Résultat des sociétés mises en équivalence	0
<b>Résultat consolidé avant impôt (A)</b>	<b>1 511</b>
<b>Taux théorique (taux courant applicable société mère) (B)</b>	<b>34,43%</b>
<b>Charge fiscale théorique (A*B)</b>	<b>-520</b>
Différences permanentes	15 534
Impact lié au taux	-893
Impact réduction d'impôt / crédits d'impôts*	1 358
(Pertes fiscales non utilisées**) / Imputation des bénéfices fiscaux	-3 065
Activation déficits antérieurs	1 846
Autres***	-11 830
<b>Sous-total</b>	<b>2 950</b>
<b>CHARGE FISCALE REELLE</b>	<b>2 430</b>
<b>TAUX EFFECTIF D'IMPOT</b>	<b>N/A</b>

\* Ce montant correspond essentiellement au crédit d'impôt recherche / CICE

\*\* Les pertes fiscales non utilisées sont sans limite de report

\*\*\* La ligne « autres » comprend notamment les effets des différences temporaires liées aux provisions

## NOTE 22 GESTION DES RISQUES

### 22.1 Risque de contrepartie

Le Groupe est principalement exposé au risque de crédit et de contrepartie concernant les clients, les instruments financiers dérivés et les placements financiers temporaires.

Le risque de défaillance de contreparties lié aux clients est très limité du fait de la qualité du crédit des principaux clients (avionneurs de 1<sup>er</sup> rang) des branches Aérostructure et Systèmes d'interconnexions.

A la clôture de l'exercice, le Groupe n'a pas identifié de risque de crédit significatif sur ces actifs échus non provisionnés.

Le Groupe met en place des instruments financiers dérivés dans le but de réduire son exposition aux risques

de change et de taux. Ces opérations sont contractées de gré à gré avec des banques de 1<sup>er</sup> rang.

La trésorerie est placée au travers d'instruments monétaires sans risque auprès d'établissements bancaires de 1<sup>er</sup> rang.

## 22.2 Risque de liquidité

Afin de faire face à son risque de liquidité, le Groupe utilise des emprunts, des lignes de crédit court terme, des découverts autorisés et des lignes d'escompte (affacturage). Les flux de trésorerie non actualisés présentés dans les tableaux ci-après intègrent les

intérêts financiers. Les intérêts financiers ont été calculés sur la base du taux variable de 2016 pour la part des passifs financiers à taux variable. Les passifs financiers par maturité s'analysent comme suit :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie non actualisé	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Avances remboursables	43 908	-86 076	-2 602	-21 246	-62 228
Crédit syndiqué - Tranche B*	78 125	-78 125	0	-78 125	0
Autres Emprunts bancaires	0	0	0	0	0
Affacturage	66 747	-66 747	-66 747	0	0
Financement crédit-bail immobilier	615	-638	-527	-111	0
Facilités bancaires et autres	158	-158	-158	0	0
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	170 095	-170 095	-165 137	-4 958	0
<b>Total des passifs financiers non dérivés</b>	<b>359 648</b>	<b>-401 839</b>	<b>-235 171</b>	<b>-104 441</b>	<b>-62 228</b>
Instrument dérivé de couverture (valeur intrinsèque)	9 037	-9 037	-9 037		
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>368 686</b>	<b>-410 877</b>	<b>-244 208</b>	<b>-104 441</b>	<b>-62 228</b>

\* Ne tient pas compte des éventuels remboursements relatifs aux de remboursement anticipés du crédit syndiqué

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs correspondent pour :

- 152 M€ à des fournisseurs et autres créditeurs détaillés dans la note 14 de l'annexe des comptes consolidés,
- 18 M€ à d'autres passifs.

En milliers d'euros	31-déc.-15				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie non actualisé	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Avances remboursables	40 963	-73 715	-3 740	-28 558	-41 417
Crédit syndiqué - Tranche B	90 967	-90 967	0	0	-90 967
Autres Emprunts bancaires	632	-1 903	-1 550	-353	0
Affacturage	59 247	-59 247	-59 247	0	0
Financement crédit-bail immobilier	2 024	-2 270	-811	-1 240	-219
Facilités bancaires et autres	1 526	-1 526	-1 526		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	203 138	-203 138	-184 346	-13 191	-5 601
<b>Total des passifs financiers non dérivés</b>	<b>398 498</b>	<b>-432 767</b>	<b>-251 220</b>	<b>-43 342</b>	<b>-138 205</b>
Instrument dérivé de couverture (valeur intrinsèque)	21 781	-21 781	21 781		
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>420 279</b>	<b>-454 548</b>	<b>-229 439</b>	<b>-43 342</b>	<b>-138 205</b>

## 22.3 Risque de change

### Risque de change dollar

En raison de son exposition internationale et les facturations faites en devises dollar à ses clients français, le Groupe est confronté à des risques de change. Le risque lié aux fluctuations du dollar est couvert pour partie par des contrats de ventes à terme et par des tunnels d'options. Le taux du dollar et le risque de change associé font partie des hypothèses futures estimées dans le cadre des contrats de construction pour la détermination des marges à terminaison.

Le Groupe facture environ 85% de ses ventes en dollars et achète environ 65 % de fournitures ou sous-traitance en dollars. L'incidence des opérations de couvertures dollars inscrites en chiffre d'affaires s'élève à - 9,6 M€ en 2016 et à - 44,3 M€ en 2015.

La politique de couverture du risque de change permet d'en limiter l'impact sur les comptes sociaux et consolidés du groupe LATECOERE. Il est à noter que le tableau ci-après correspond uniquement à la situation constatée au 31 décembre 2016 et ne reflète pas l'intégralité des couvertures futures. L'impact du risque de change sur le compte de résultat est détaillé dans la note 20.

#### a) Exposition et sensibilité bilancielle au dollar

L'exposition bilancielle du Groupe au risque de change en dollars est la suivante :

	31-déc.-16		31-déc.-15	
	K\$	K€	K\$	K€
Créances clients	126 800	120 292	124 294	114 167
Dettes fournisseurs	-49 935	-47 372	-36 106	-33 164
Autres (y compris affecturation)	-60 159	-57 071	-60 902	-55 940
Endettement net	49 561	47 017	24 026	22 068
<b>EXPOSITION NETTE AVANT COUVERTURE</b>	<b>66 266</b>	<b>62 865</b>	<b>51 312</b>	<b>47 131</b>
Instruments de couverture portant sur les créances au bilan	0	0	0	0
<b>EXPOSITION NETTE APRES COUVERTURE</b>	<b>66 266</b>	<b>62 865</b>	<b>51 312</b>	<b>47 131</b>

Une analyse de sensibilité a été réalisée en prenant comme hypothèse une variation de 5% de la devise USD par rapport à l'euro sur la base de l'exposition nette du Groupe au bilan au 31 décembre 2016. Cette variation aurait eu pour conséquence une baisse du résultat avant impôt de 2 994 K€ au 31 décembre 2016 contre une baisse de 2 244 K€ au 31 décembre 2015.

#### b) Sensibilité sur les flux transactionnels en dollar

Une analyse de sensibilité a été réalisée sur les flux relatifs aux transactions réalisées en USD par des sociétés dans la monnaie fonctionnelle est l'euro net de l'impact des couvertures de change EUR/USD de la période.

	31-déc.-16		31-déc.-15	
	-5%	+5%	-5%	+5%
Hypothèse de variation du cours euro/dollar US				
Cours moyen de la période	1,107		1,110	
Cours moyen après sensibilité	1,051	1,182	1,054	1,165
Résultat opérationnel	2 306	-2 888	1 818	-1 645
Résultat financier	0	1 591	0	0
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>2 306</b>	<b>-1 297</b>	<b>1 818</b>	<b>-1 645</b>

### c) Sensibilité des instruments financiers dérivés dollar

Une analyse de sensibilité a été réalisée sur la base du portefeuille des dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie détenu à la clôture de l'exercice. Une baisse de 5% de la devise USD par rapport à l'euro aurait eu pour conséquence une augmentation du résultat avant impôt de 9,3 M€ et une augmentation des capitaux propres avant impôt de 12,2 M€.

#### Autres risques de change

Le Groupe a également mis en place des couvertures de change visant à se protéger des fluctuations de la couronne tchèque par rapport à l'euro liées à sa filiale LATECOERE Czech Republic s.r.o., des fluctuations du réal brésilien par rapport au dollar liées à sa filiale LATECOERE do Brasil et fluctuations du pesos mexicain par rapport au dollar liées à ses filiales LATECOERE et LATELEC Mexico. Ces instruments financiers sont détaillés dans la note 9.

Une analyse de sensibilité a été réalisée comme suit :

- en prenant comme hypothèse une augmentation de 5% de la devise dollar (USD) par rapport au réal (BRL). Cette variation aurait pour conséquence une augmentation du résultat avant impôt de 0,1 M€.
- en prenant comme hypothèse une augmentation de 5% de la devise dollar (USD) par rapport au peso (MXN). Cette variation aurait pour conséquence une augmentation du résultat avant impôt de 0,1 M€.
- en prenant comme hypothèse une augmentation de 5% de la devise euro par rapport à la couronne tchèque (CZK). Cette variation n'aurait pas de conséquence sur le résultat avant impôt et une diminution des capitaux propres avant impôt de 1 M€.

Le risque de change sur les autres devises n'est pas jugé significatif au vue de l'exposition du Groupe à celles-ci.

#### Risque de change conversion

Le risque de change de conversion correspond au risque relatif à la conversion en euros des états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro. Les principales sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont LATECOERE Czech Republic (risque EUR/CZK), LATECOERE Do Brazil (risque EUR/BRL), SEA-LATElec (risque EUR/TND), LATSima (risque EUR/MAD) et les filiales mexicaines (risque EUR/MXN).

Un test de sensibilité a été mis en œuvre sur les filiales dont les montants en devises sont significatifs (LATECOERE Czech Republic et LATECOERE Do Brazil). Ainsi, une dévaluation de 5% des devises BRL et CZK par rapport à l'euro entraînerait une diminution des capitaux propres au 31 décembre 2016 de -2,3 M€ contre -2,1 M€ au 31 décembre 2015. Pour rappel, le montant de la réserve de conversion dans les capitaux propres s'élève à 5,2 M€ au 31 décembre 2016 contre 8,5 M€ au 31 décembre 2015.

## 22.4 Risque de taux

En milliers d'euros		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	31-déc.-16	31-déc.-15
<b>Actifs financiers</b>	Taux fixe	0	0	0	0	0
	Taux variable	147 444	0	0	147 444	90 370
<b>Passifs financiers</b>	Taux fixe	-1 809	-10 840	-31 874	-44 523	-41 718
	Taux variable	-66 905	-78 125	0	-145 030	-151 943
<b>EXPOSITION NETTE AVANT COUVERTURE</b>	Taux fixe	-1 809	-10 840	-31 874	-44 523	-41 718
	Taux variable	80 539	-78 125	0	2 414	-61 572
Instruments financiers dérivés	Taux fixe	0	0	0	0	0
	Taux variable	82 285	0	0	82 285	97 908
<b>POSITION NETTE APRES COUVERTURE</b>	Taux fixe	-1 809	-10 840	-31 874	-44 523	-41 718
	Taux variable	162 824	-78 125	0	84 699	36 336

Le test de sensibilité mis en œuvre a été effectué sur une base nette de couverture de taux des emprunts à taux variables au 31 décembre 2016. En prenant comme hypothèse une hausse des taux court terme de 100 points de base, l'impact sur le résultat avant impôt du Groupe serait non significatif.

## 22.5 Risque matières

Le Groupe LATECOERE est exposé au risque matière dans le cadre de ses achats de matières premières, essentiellement l'aluminium, l'acier et le titane. Depuis 2007, le Groupe a négocié des contrats avec ses principaux fournisseurs soit de façon indépendante, soit dans le cadre des programmes de ses clients. Ces contrats sont conclus sur 2 à 3 ans comprennent des clauses de prix qui reviennent soit à les rendre constants sur la durée du contrat, soit à les faire évoluer selon un indice prévu à l'avance, en moyenne plus faible que les augmentations passées. Dans le cadre de certains contrats, la matière est confiée par le client, ce qui diminue le risque pour le Groupe.

## 22.6 Risque actions

Le Groupe détient essentiellement des actions LATECOERE, dont les variations sont ajustées en fonction du cours de clôture. Les titres auto-détenus sont comptabilisés en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés. Le montant des titres auto-détenus au 31 décembre 2016 s'élève à 128 K€.

Compte tenu du fait qu'à la clôture de l'exercice la Société ne détient que 34 030 de ses propres actions dans le cadre du contrat de liquidité, l'impact de variation du cours serait non significatif. Par ailleurs, le Groupe ne détient pas d'autres actions significatives cotées et n'est à ce titre pas exposé au risque de fluctuation des cours de bourse.

## NOTE 23 EFFECTIF MOYEN

	31-déc.-16				31-déc.-15
	Cadres	ETAM	Ouvriers	Total	Total
LATECOERE	333	528	127	988	1 067
LATECOERE do BRASIL	45	155	219	419	393
LATECOERE Czech Republic s.r.o.	38	263	456	758	713
LATECOERE Mexico Services	29	0	74	103	81
LATECOERE Inc.	4	1	0	5	5
<b>Aérostructure Industrie</b>	<b>449</b>	<b>947</b>	<b>876</b>	<b>2 272</b>	<b>2 259</b>
LATelec	159	241	271	671	679
SEA LATelec	39	123	691	853	825
LATelec GmbH	37	43	32	112	102
LATelec Mexico Services	40	0	237	277	287
LATsima	11	6	53	69	0
<b>Systèmes d'interconnexion</b>	<b>286</b>	<b>412</b>	<b>1 284</b>	<b>1 982</b>	<b>1 893</b>
<b>GROUPE</b>	<b>735</b>	<b>1 359</b>	<b>2 160</b>	<b>4 254</b>	<b>4 152</b>

## NOTE 24 ENGAGEMENTS FINANCIERS ET PASSIFS EVENTUELS

### 24.1 Engagements financiers

Les engagements donnés par le Groupe à la clôture de l'exercice se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31-déc.-16				31-déc.-15
	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	Total	Total
Créances clients données en garantie (1)	66 747	0	0	66 747	56 706
Escomptes sans recours	0			0	0
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles (2)	14 594	165 973	0	180 567	204 208
<b>TOTAL</b>	<b>81 341</b>	<b>165 973</b>	<b>0</b>	<b>247 314</b>	<b>260 914</b>

(1) Les créances clients données en garantie correspondent aux créances financées par le Factor dans le cadre du contrat d'affacturage

(2) Ces nantissements portent sur des éléments d'actifs reconnus au bilan pour 21 M€ et sur des éléments incorporels non reconnus au bilan pour 159 M€.

## 24.2 Engagements au titre des contrats de location simple

Dans le cadre de son exploitation, le Groupe est amené à mettre en place des contrats de location simple. Le montant de la charge de l'exercice s'élève à 6 M€. Les principaux contrats sont les suivants :

- véhicules de location ;
- location de matériels informatiques et bureautiques (équipements bureautiques général et technique, photocopieurs, fax ...)

- locations immobilières ;
- locations diverses (ponctuelles).

L'ensemble de ces contrats ne comporte aucune clause spécifique pouvant avoir un impact sur le mode de renouvellement ou de résiliation de ces contrats.

## 24.3 Autres engagements

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe a des engagements d'achats liés à la production. Ces engagements reposent principalement sur les prévisions de cadence des donneurs d'ordre et sont réalisés à des conditions normales de marché.

Le Groupe a également donné dans le cadre de ses activités courantes des engagements auprès des douanes pour un montant total de 0,6 M€.

## 24.4 Autres passifs éventuels

Au 31 décembre 2016, le Groupe n'a pas identifié d'autres passifs éventuels significatifs.

## 24.5 Entités non consolidées

LATECOERE détient 24,81 % du capital de CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE.

Cette participation, aux côtés des autres actionnaires, Airbus, Dassault et SAFRAN permet au Groupe de renforcer ses compétences dans le domaine des matériaux composites.

Le Groupe n'exerce plus d'influence notable sur la société Corse Composites Aéronautique depuis le 1<sup>er</sup> avril 2013. Par conséquent, cette société a été

déconsolidée et l'actif financier a été classé en autres actifs financiers.

Les données ci-après récapitulent les principaux indicateurs financiers de CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE (données à 100%) :

- CA 2016 : 55,1 M€ (52,7 M€ en 2015)
- Résultat net 2016 : 1 M€ (0,7 M€ en 2015)

Le Groupe n'a pas accordé de soutien financier à la société CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE.

## NOTE 25 PARTIES LIEES

### 25.1 Principaux flux avec les parties liées

Relation de l'exercice 2016 avec des entités non consolidées au 31 décembre 2016 :

En milliers d'euros	Groupe LATECOERE	CCA
Produits opérationnels	0	1 251
Achats	1 251	0
Clients	0	203
Dettes	203	0

Les transactions avec les parties liées se font sur la base de prix de marché.

### 25.2 Rémunération des dirigeants

Le Groupe a défini comme « Key managers » les personnes ayant les fonctions suivantes :

- membres du Conseil d'Administration de la société LATECOERE ;
- membres du comité exécutif de la société LATECOERE ;
- directeurs ou gérants de filiales consolidées par intégration globale.

Pour l'ensemble des personnes entrant dans la définition ci-dessus, le total des rémunérations, avantages acquis ou à acquérir représentent au 31 décembre 2016 la somme de 3 285 K€ contre 2 641

K€ au 31 décembre 2015. Le montant relatif aux engagements de retraites et médailles du travail s'élève à 231 K€ au titre de l'exercice 2016 contre 248 K€ au titre de l'exercice 2015.

La rémunération due au titre de l'exercice 2016 de l'ensemble des membres du conseil d'administration au titre de leur mandat s'élève à 420 K€. Au 31 décembre 2015 la rémunération due de l'ensemble des membres du conseil de surveillance et du conseil d'administration au titre de leur mandat s'élevait à 298 K€.

### 25.3 Principales relations entre la société LATECOERE et ses filiales

Les principaux flux intra-groupe concernent des flux économiques relatifs à la production de sous-ensembles.

Le Groupe est organisé autour de deux activités : l'« Aérostructure » et les « Systèmes d'interconnexion ». Chaque société leader d'une division ou activité possède des filiales (en France ou à l'Etranger) lui permettant de répondre à ses besoins industriels. Compte tenu de l'organisation générale du Groupe, les différentes sociétés faisant partie du périmètre de consolidation peuvent avoir des relations industrielles et commerciales entre elles afin de répondre aux besoins de production de chaque entité. Les transactions intra-Groupe étant variables, il n'est pas possible d'en définir a priori les montants annuels.

Les conditions de règlements applicables entre les différentes sociétés du Groupe sont en adéquation avec celles applicables aux autres fournisseurs et prennent en compte, le cas échéant, les besoins ponctuels liés à la gestion de trésorerie centralisée.

La société LATECOERE, maison mère du Groupe, centralise certains actes de la gestion globale des filiales (management général, gestion des assurances et des risques, gestion financière...). De ce fait, elle facture à ses filiales des « frais de siège » intégrant les coûts relatifs de ces postes.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée, la société LATECOERE peut être amenée à octroyer à ses filiales (détenues directement) des avances en compte courant (trésorerie court terme) ou des prêts (moyen ou long terme) en vue de permettre le financement des investissements immobiliers et industriels. Les financements court terme font l'objet de conventions réglementées et sont porteurs d'intérêts. Les prêts font l'objet de contrats spécifiques reprenant l'objet du financement, la durée ainsi que le taux appliqué. Dans certains cas, cette méthode de financement interne au Groupe peut être mise en place entre une filiale de la société LATECOERE et sa / ses sous-filiale(s), les procédures et conditions restant identiques à celles décrites ci-dessus. A l'exception des sociétés du Groupe et des relations avec les

« Key Managers » mentionnées ci-dessus, il n'existe pas d'opération significative avec des parties liées hors-Groupe.

En France, la société LATECOERE s'est constituée depuis l'exercice fiscal 2009 seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles assises sur l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle due au titre du Groupe fiscal qui comprend les sociétés LATECOERE, LATElec, et LATECOERE

développement. La société LATEOCERE Services ne fait plus partie du Groupe fiscal à compter de sa date de cession.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales intégrées fiscalement supportent leur propre charge d'impôt, comme elles le feraient en l'absence d'intégration fiscale et versent les sommes correspondantes à la société LATECOERE, à titre de contribution au paiement des impôts du Groupe fiscal.

## **NOTE 26 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE**

---

Dans le prolongement de son plan de Transformation 2020, la société Latécoère SA a signé le 10 février 2017 un accord-cadre avec un promoteur immobilier en vue de la cession de son site de Périole à Toulouse. Cette cession, soumise à un certain nombre de conditions suspensives usuelles dans ce type de transaction, sera réalisée de manière étalée sur une période de 7 à 10 ans afin de s'adapter aux contraintes industrielles du Groupe. Par ailleurs, la société s'est engagée vis-à-vis de ce promoteur à se porter preneur de bureaux en l'état de futur achèvement sur une partie réduite de ce même site afin d'héberger ses fonctions support.